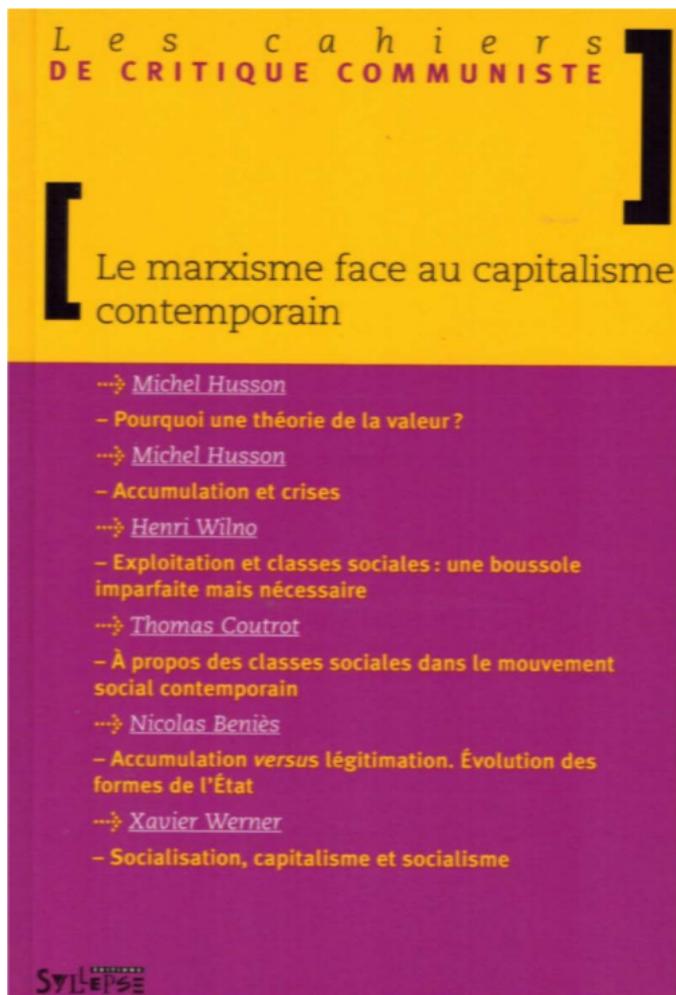


Le marxisme face au capitalisme contemporain



2004

Table des matières

7] Introduction

11] Pourquoi une théorie de la valeur ?

Michel Husson

31] Accumulation et crises

Michel Husson

51] Exploitation et classes sociales : une boussole imparfaite mais nécessaire

Henri Wilno

71] À propos des classes sociales dans le mouvement social contemporain

Thomas Coutrot

81] Accumulation versus légitimation. Évolution des formes de l'État

Nicolas Beniès

99] Socialisation, capitalisme et socialisme

Xavier Werner

117] Notes et bibliographie

Nicolas Beniès est professeur d'économie dans le supérieur court.

Auteur de *L'après-libéralisme* (La Brèche, 1988), il a collaboré au *Bateau ivre de la mondialisation* (CADTM/Syllepse, 2000), à *L'année sociale* (Syllepse, 2001). Il est collaborateur de *Critique Communiste* et du *Monde diplomatique*.

Thomas Coutrot est économiste. Dernier ouvrage paru : *Critique de l'organisation du travail*, La Découverte, 2002.

Michel Husson est économiste. Dernier ouvrage paru : *Les casseurs de l'État social*, La Découverte, 2004.

Xavier Werner est économiste au CNRS.

Henri Wilno est économiste et collaborateur de *Critique Communiste*.

EN QUOI LA RÉFÉRENCE MARXISTE est-elle utile pour comprendre le capitalisme contemporain, et pour en mener la critique ? Telle est l'interrogation qui sert de fil directeur à cette nouvelle livraison des « Cahiers de Critique communiste ». Il ne s'agit donc pas de faire œuvre de marxologie et de se demander par exemple si les développements les plus récents du capitalisme donnent « raison » ou « tort » à Marx. Le propos est au contraire d'examiner quels sont, dans la « panoplie » marxiste, les outils conceptuels les plus efficaces aujourd'hui pour définir une problématique et dénouer une conjoncture théorique.

Ce recours à l'approche marxiste est particulièrement fructueux quand il s'agit de démêler l'ancien et le nouveau et d'évaluer la portée de ces si nombreux discours sur la modernité, qui rendrait caducs tous les vieux schémas. Dans bien des cas, il est indispensable de tenir les deux bouts de la chaîne, pour constater que « ça change tout le temps » et qu'en même temps, « c'est toujours pareil ». Le champ d'application d'une telle méthode est très vaste, et on a choisi de retenir cinq grandes questions à propos desquelles le marxisme (un marxisme vivant bien entendu) permet, à notre sens, de dégager une cohérence critique particulièrement forte.

La théorie de la valeur est au fondement de l'analyse marxiste. Elle constitue aujourd'hui un repère indispensable pour discuter deux aspects essentiels du capitalisme contemporain. Elle permet en effet d'établir rigoureuse-

ment que l'on ne peut « s'enrichir en dormant » et que le progrès technique n'implique en rien « la fin du travail ».

La théorie de l'accumulation vise à rendre compte de la dynamique du capital. De ce point de vue, les analyses dominantes donnent le tournis. Après l'hymne à la « nouvelle économie » et au « capitalisme patrimonial », le retournement boursier a mis fin à bien des illusions. Nous ne sommes manifestement pas entrés dans une nouvelle longue période de croissance généralisée, et l'analyse marxiste met le doigt sur les contraintes fondamentales, à tel point qu'un économiste orthodoxe a pu s'exclamer « Marx is back ! ».

La théorie de l'exploitation permet de tenir ces deux bouts de la chaîne théorique : d'un côté, le monde du travail connaît de profondes modifications dont il s'agit de rendre compte ; mais, dans le même temps, il est possible de montrer que les rapports sociaux fondamentaux restent inchangés, au-delà d'innovations diverses et de stratifications nouvelles. La classe ouvrière a changé, mais elle n'a évidemment pas disparu.

La théorie de l'État contemporain permet d'actualiser et d'approfondir les indications de Marx et des autres théoriciens marxistes à propos de cette contradiction qui prend aujourd'hui une intensité nouvelle : d'un côté, ce sont toujours les États-nations à qui revient principalement la charge de régler les rapports entre classes et d'assurer les conditions générales de reproduction du système ; mais, d'un autre côté, la mondialisation fait naître des exigences de coordination et de régulation peu compatibles avec la concurrence exacerbée entre capitaux. Du coup, les fondements de la légitimité de l'État se déplacent considérablement.

La théorie de la socialisation est posée avec une actualité nouvelle par l'offensive contre l'État social, et ceci d'un double point de vue. D'abord comme une tendance passée imposée au capitalisme concret et avec laquelle ce dernier veut rompre ; ensuite comme une trajectoire avec laquelle il faut renouer, sur la base de la défense des services publics et de la protection sociale, pour dessiner à nouveau la perspective d'un socialisme authentique dont il s'agit de redéfinir les contours.

L'ensemble des contributions partage un objectif commun que l'on pourrait définir ainsi : reconstituer, de manière non dogmatique, une cohérence critique arrimée aux fondamentaux de l'analyse marxiste, mais dans une démarche de confrontation permanente avec les transformations du capitalisme contemporain. Cela inclut évidemment une sorte de « droit à l'inventaire » et surtout la nécessité d'un débat contradictoire. Et c'est sans doute l'une des vertus de l'ensemble présenté ici que de faire dialoguer les différents contributeurs.

POURQUOI UNE THÉORIE

de la valeur ?

LA THÉORIE DE LA VALEUR-TRAVAIL est au cœur de l'analyse marxiste du capitalisme. Il est donc normal de commencer par elle si l'on veut évaluer l'utilité de l'outil marxiste pour la compréhension du capitalisme contemporain. Ce débat n'est pas pour autant neuf et on est amené à distinguer deux séries de questions : 1) les progrès ultérieurs de la science économique n'ont-ils pas rendu caduques la théorie de la valeur ? ; 2) les caractéristiques nouvelles du capitalisme ne l'ont-elles pas rendue dépassée ? Tout en répondant à ces deux types d'objection, on s'attachera à montrer pourquoi cette référence théorique est un fil à plomb irremplaçable dans bien des débats actuels.

Ce que dit la théorie de la valeur

Il n'est pas question ici d'exposer cette théorie dans tous ses développements¹. On peut après tout la résumer très succinctement autour de cette idée centrale que c'est le travail humain qui est la seule source de création de valeur. Par valeur, il faut entendre ici la valeur monétaire des marchandises produites sous le capitalisme. On se trouve

alors confronté à cette véritable énigme, d'un régime économique où les travailleurs produisent l'intégralité de la valeur mais n'en reçoivent qu'une fraction sous forme de salaires, le reste allant au profit. Les capitalistes achètent des moyens de production (machines, matières premières, énergie, etc.) et de la force de travail ; ils produisent des marchandises qu'ils vendent et se retrouvent au bout du compte avec plus d'argent qu'ils n'en ont investi au départ. Le profit est la différence entre le prix de vente et le prix de revient de cette production. C'est ce constat qui sert de définition dans les manuels.

Mais le mystère reste entier. Si j'achète des marchandises dans un magasin et que j'essaie de les revendre plus cher, je n'y arriverai pas, à moins de voler, d'une manière ou d'une autre, mon client, ou de faire de la contrebande. Mais une société ne peut être durablement fondée sur la tromperie et le détournement. Au contraire, le capitalisme fonctionne normalement à partir d'une série d'échanges égaux : à un moment donné, le capitaliste paie des fournitures et ses salariés au prix du marché. Sauf situation exceptionnelle, le salarié reçoit une rétribution de son travail conforme au « prix du marché », même si, par la lutte sociale, il cherche à faire augmenter ce prix.

C'est autour de cette question absolument fondamentale que Marx ouvre son analyse du capitalisme dans *Le Capital*. Avant lui les grands classiques de l'économie politique, comme Smith ou Ricardo, procédaient autrement, en se demandant ce qui réglait le prix relatif des marchandises : pourquoi, par exemple, une table vaut-elle le prix de cinq pantalons ? Très vite, la réponse qui s'est imposée consiste à dire que ce rapport de 1 à 5 reflète plus ou moins le temps de travail nécessaire pour produire un

pantalon ou une table. C'est ce que l'on pourrait appeler la version élémentaire de la valeur-travail. Ensuite, ces économistes – que Marx appelle classiques et qu'il respecte (à la différence d'autres économistes qu'il baptisera « vulgaires ») – cherchent à décomposer le prix d'une marchandise. Outre le prix des fournitures, ce prix incorpore trois grandes catégories, la rente, le profit et le salaire. Cette formule « trinitaire » semble très symétrique : la rente est le prix de la terre, le profit le prix du capital, et le salaire est le prix du travail. D'où la contradiction suivante : d'un côté, la valeur d'une marchandise dépend de la quantité de travail nécessaire à sa production ; mais, d'un autre côté, elle ne comprend pas que du salaire. Cette contradiction se complique quand on remarque, comme le fait Ricardo, que le capitalisme se caractérise par la formation d'un taux général de profit, autrement dit que les capitaux tendent à avoir la même rentabilité quelle que soit la branche dans laquelle ils sont investis. Ricardo se cassera les dents sur cette difficulté.

Marx propose sa solution, qui est à la fois géniale et simple (au moins *a posteriori*). Il applique à la force de travail, cette marchandise un peu particulière, la distinction classique, qu'il fait sienne, entre valeur d'usage et valeur d'échange. L'idée est la suivante : le salaire est le prix de la force de travail qui est socialement reconnu à un moment donné comme nécessaire à la reproduction de la force de travail. Le salaire est alors le prix du panier de consommation moyen du salarié. De ce point de vue, l'échange entre le vendeur de force de travail et le capitaliste est en règle générale un rapport égal. Mais la force de travail a cette propriété particulière – c'est sa valeur d'usage – de produire de la valeur. Le capitaliste s'approprie l'inté-

gralité de cette valeur produite, mais n'en paie qu'une partie, parce que le développement de la société fait que les salariés peuvent produire durant leur temps de travail une valeur plus grande que celle qu'ils vont récupérer sous forme de salaire. Faisons comme Marx, dans les premières lignes du *Capital*, et observons la société comme une « immense accumulation de marchandises » toutes produites par le travail humain. On peut en faire deux tas : le premier tas est formé des biens et services de consommation qui reviennent aux travailleurs ; le second tas, qui comprend des biens dits « de luxe » et des biens d'investissement, correspond à la plus-value. Le temps de travail de l'ensemble de cette société peut à son tour être décomposé en deux : le temps consacré à produire le premier tas est appelé par Marx le travail nécessaire, et c'est le surtravail qui est consacré à la production du second tas.

Cette représentation est au fond assez simple mais, pour y parvenir, il faut évidemment prendre un peu de recul et adopter un point de vue social. C'est précisément ce pas de côté qu'il est si difficile de faire parce que la force du capitalisme est de proposer une vision de la société qui en fait une longue série d'échanges égaux. Contrairement au féodalisme où le surtravail était physiquement perceptible, qu'il s'agisse de remettre une certaine proportion de la récolte ou d'aller travailler un certain nombre de jours par an sur la terre du seigneur, cette distinction entre travail nécessaire et surtravail devient opaque dans le capitalisme, en raison même des modalités de la répartition des richesses et d'une très profonde division sociale du travail.

La finance permet-elle de s'enrichir en dormant ?

L'euphorie boursière et les illusions créées par la « nouvelle économie » ont donné l'impression que l'on pouvait « s'enrichir en dormant », bref que la finance était devenue une source autonome de valeur. Ces fantasmes typiques du capitalisme n'ont rien d'original, et on trouve dans Marx tous les éléments pour en faire la critique, notamment dans ses analyses du livre 2 du *Capital* consacrées au partage du profit entre intérêt et profit d'entreprise. Marx écrit par exemple que : « dans sa représentation populaire, le capital financier, le capital rapportant de l'intérêt est considéré comme le capital en soi, le capital par excellence ». Il semble en effet capable de procurer un revenu, indépendamment de l'exploitation de la force de travail. C'est pourquoi, ajoute Marx, « pour les économistes vulgaires qui essaient de présenter le capital comme source indépendante de la valeur et de la création de valeur, cette forme est évidemment une aubaine, puisqu'elle rend méconnaissable l'origine du profit et octroie au résultat du procès de production capitaliste – séparé du procès lui-même – une existence indépendante ».

L'intérêt, et en général les revenus financiers, ne représentent pas le « prix du capital » qui serait déterminé par la valeur d'une marchandise particulière, comme ce peut être le cas du salaire pour la force de travail ; il est une clé de répartition de la plus-value entre capital financier et capital industriel. Cette vision « soustractive », où l'intérêt est analysé comme une ponction sur le profit s'oppose totalement à la vision de l'économie dominante, celle que Marx qualifiait déjà de « vulgaire », et qui traite de la répartition du revenu selon une logique additive. Dans la

vision apologétique de cette branche de l'économie, la société est un marché généralisé où chacun vient avec ses « dotations », pour offrir sur les marchés ses services sous forme de « facteurs de production ». Certains ont à proposer leur travail, d'autres de la terre, d'autres du capital, etc. Cette théorie ne dit évidemment rien des bonnes fées qui ont procédé à l'attribution, à chaque « agent », de ses dotations initiales, mais l'intention est claire : le revenu national est construit par agrégation des revenus des différents « facteurs de production » selon un processus qui tend à les symétriser. L'exploitation disparaît, puisque chacun des facteurs est rémunéré selon sa contribution propre.

Ce type de schéma a des avantages mais présente aussi bien des difficultés. Par exemple, des générations d'étudiants en économie apprennent que « le producteur maximise son profit ». Mais comment ce profit est-il calculé ? C'est la différence entre le prix du produit et le coût des moyens de production, donc les salaires mais aussi le « coût d'usage » du capital. Ce dernier concept relativement récent résume à lui seul les difficultés de l'opération, puisqu'il dépend à la fois du prix des machines et du taux d'intérêt. Mais si les machines ont été payées et les intérêts versés, quel est ce profit que l'on maximise ? Question d'autant plus intéressante que ce profit, une fois « maximisé » est nul. Et s'il ne l'est pas, il tend vers l'infini, et la théorie néoclassique de la répartition s'effondre, puisque le revenu devient supérieur à la rémunération de chacun des « facteurs ». La seule manière de traiter cette difficulté est, pour l'économie dominante, de la découper en morceaux et d'apporter des réponses différentes selon les régions à explorer, sans jamais assurer une cohérence d'ensemble, qui ne saurait être donnée que par

une théorie de la valeur dont elle ne dispose pas. Pour résumer ces difficultés, qui ramènent à la discussion de Marx, la théorie dominante oscille entre deux positions incompatibles. La première consiste à assimiler l'intérêt au profit – et le capital emprunté au capital engagé – mais laisse inexplicite l'existence même d'un profit d'entreprise. La seconde consiste à distinguer les deux, mais, du coup, s'interdit la production d'une théorie unifiée du capital. Toute l'histoire de la théorie économique bourgeoise est celle d'un va-et-vient entre ces deux positions contradictoires.

La théorie de la valeur est donc particulièrement utile pour traiter correctement le phénomène de la financiarisation. Une présentation largement répandue consiste à dire que les capitaux ont en permanence le choix de s'investir dans la sphère productive ou de se placer sur les marchés financiers spéculatifs, et qu'ils arbitrent entre les deux en fonction des rendements attendus. Cette approche a des vertus critiques, mais elle a le défaut de suggérer qu'il y a là deux moyens alternatifs de gagner de l'argent. En réalité, on ne peut s'enrichir en Bourse que sur la base d'une ponction opérée sur la plus-value, de telle sorte que le mécanisme admet des limites, celles de l'exploitation, et que le mouvement de valorisation boursière ne peut s'auto-alimenter indéfiniment.

D'un point de vue théorique, les cours de Bourse doivent être indexés sur les profits attendus. Cette liaison est évidemment très imparfaite, et dépend aussi de la structure de financement des entreprises : selon que celles-ci se financent principalement ou accessoirement sur les marchés financiers, le cours de l'action sera un indicateur plus ou moins précis. L'économiste marxiste Anwar Shaikh a exhibé une spécification qui montre que cette relation fonc-

tionne relativement bien pour les États-Unis². Il en va de même dans le cas français : entre 1965 et 1995, l'indice de la Bourse de Paris est bien corrélé avec le taux de profit. Mais cette loi a été clairement enfreinte dans la seconde moitié des années 1990 : à Paris, le CAC 40 a par exemple été multiplié par trois en cinq ans, ce qui est proprement extravagant. Le retournement boursier doit donc être interprété comme une forme de rappel à l'ordre de la loi de la valeur qui se fraie la voie, sans se soucier des modes économiques. Le retour du réel renvoie en fin de compte à l'exploitation des travailleurs, qui est le véritable « fondamental » de la Bourse. La croissance de la sphère financière et des revenus qu'elle procure, n'est possible qu'en proportion exacte de l'augmentation de la plus-value non accumulée, et l'une comme l'autre admettent des limites, qui ont été atteintes.

Fin du travail, et donc de la valeur-travail ?

L'une des objections classiquement adressées à la théorie de la valeur est que les salaires représentent une fraction de plus en plus réduite des coûts de production (de l'ordre de 20 %). Dans ces conditions, il devient difficile de maintenir que le travail est la seule source de valeur. Cette approche ne résiste cependant pas à l'examen et il suffit de poser cette simple question : à quoi peuvent bien correspondre ces 80 % de coûts non salariaux dans la fabrication d'une automobile ? Si l'on examine les comptes d'une société, on va trouver notamment un poste intitulé achats intermédiaires, qui peut effectivement dépasser la masse salariale. Mais peut-on, surtout si on est marxiste, en rester là, et ne pas examiner de plus près cette rubrique ? On y trouvera par exemple des achats de tôle à l'indus-

trie sidérurgique, ou de pneus, de rétroviseurs, etc. auprès de ce qu'on appelle les équipementiers. S'agit-il pour autant de coûts non salariaux ? Évidemment non, puisque le coût de ces fournitures incorpore lui-même du travail salarié – c'est le $B A BA$ de la théorie de la valeur – et tout simplement de la comptabilité nationale. La baisse des salaires directs correspond également à une externalisation de certains services (de l'entretien à la recherche) ou à la remise à la sous-traitance de certains segments productifs. Il faut donc consolider, et prendre en compte le travail incorporé dans les prix de toutes ces prestations. On obtient alors une part des salaires dans la valeur ajoutée, qui a certes baissé, mais représente aujourd'hui environ 60 % pour l'ensemble des entreprises. Ces chiffres permettent de vérifier que la fixation des patrons sur la masse salariale n'a rien d'irrationnel mais correspond à une conception très pragmatique du rapport d'exploitation, en l'occurrence plus lucide que celle qui consiste à s'étonner d'un tel acharnement.

Pour une théorie de la valeur-connaissance ?

Les théorisations de la « nouvelle économie » débouchent sur l'idée que les nouvelles technologies rendraient obsolète la valeur-travail. La détermination de la valeur des marchandises par le travail socialement nécessaire à leur production ne correspondrait plus à la réalité des rapports de production. Ce qui est identifié comme réellement nouveau dans la « nouvelle économie », c'est bien cette perte de substance de la loi de la valeur qui conduit à une mutation profonde, voire à un autodépassement du capitalisme. Plus précisément, les nouvelles technologies introduiraient quatre grandes transformations dans la

production des marchandises : immatérialité, reproductibilité, indivisibilité, et rôle de la connaissance.

Le thème de l'immatérialité porte à la fois sur les processus de travail et le produit lui-même. Une bonne partie des marchandises de la « nouvelle économie » sont des biens et services immatériels, ou dont le support matériel est réduit à sa plus simple expression. Qu'il s'agisse d'un logiciel, d'un film ou d'un morceau de musique numérisés, ou encore mieux d'une information, la marchandise moderne tend à devenir « virtuelle ». Ce constat est exact, au moins partiellement, mais ne conduit pas aux implications théoriques supposées. Il ne peut troubler que les partisans d'un marxisme primitif où, sous prétexte de matérialisme, la marchandise est une chose. La montée des services aura au moins permis de liquider cette forme vétuste d'incompréhension de la forme valeur. Ce qui fonde la marchandise, c'est un rapport social très largement indépendant de la forme concrète du produit. Est marchandise ce qui est vendu comme moyen de rentabiliser un capital.

La reproductibilité et l'indivisibilité d'un nombre croissant de biens et de services remettent en cause leur statut de marchandises. Il s'agit là des formes modernes d'une contradiction fondamentale du capitalisme sur lesquelles on reviendra plus bas. Au préalable, il faut analyser le rôle joué par la connaissance dans les processus productifs, qui mettrait particulièrement à mal la théorie de la valeur-travail. Pour Enzo Rullani³, elle est devenue « un facteur de production nécessaire, autant que le travail et le capital ». Mais sa mise en valeur obéit à des lois « très particulières », si bien que « le capitalisme cognitif fonctionne de manière différente du capitalisme tout court ». Par consé-

quent, « ni la théorie de la valeur de la tradition marxiste, ni celle libérale, actuellement dominante, ne peuvent rendre compte du processus de transformation de la connaissance en valeur ».

Negri va encore plus loin dans le brouillage du rapport capital-travail : « Le travailleur, aujourd'hui, n'a plus besoin d'instruments de travail (c'est-à-dire de capital fixe) qui soient mis à sa disposition par le capital. Le capital fixe le plus important, celui qui détermine les différentiels de productivité, désormais se trouve dans le cerveau des gens qui travaillent : c'est la machine-outil que chacun d'entre nous porte en lui. C'est cela la nouveauté absolument essentielle de la vie productive aujourd'hui »⁴. L'un de ses disciples, Yann Moulier-Boutang, est encore plus catégorique, en affirmant que, dans le capitalisme cognitif, la connaissance « devient la ressource principale de la valeur » et « le lieu principal du procès de valorisation ».

Prétendre que ces transformations suffisent à bouleverser la théorie de la valeur, c'est ramener celle-ci à un simple calcul en temps de travail. Dans les *Grundrisse*, Marx écrit explicitement le contraire :

« Ce n'est ni le temps de travail, ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse ; c'est l'appropriation de sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer, dès lors qu'il s'est constitué en un corps social ; en un mot, le développement de l'individu social représente le fondement essentiel de la production et de la richesse⁵. »

Citons encore Marx :

« L'accumulation du savoir, de l'habileté ainsi que de toutes les forces productives générales du cerveau social sont alors absorbées dans le capital qui s'oppose au tra-

vail : elles apparaissent désormais comme une propriété du capital, ou plus exactement du capital fixe. »

On voit que l'idée selon laquelle le capital jouit de la faculté de s'approprier les progrès de la science (ou de la connaissance) n'a rien de nouveau dans le champ du marxisme.

L'une des caractéristiques intrinsèques du capitalisme, la source essentielle de son efficacité, a toujours résidé dans cette incorporation des capacités des travailleurs à sa machinerie sociale. Le capital, explique Marx, « donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature, comme à celles de la combinaison et de la communication sociales pour rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui y est affecté ». C'est en ce sens que le capital n'est pas un parc de machines ou d'ordinateurs en réseau, mais un rapport social de domination. L'analyse du travail industriel a longuement développé ce point de vue. L'analyse de l'oppression des femmes fait jouer un rôle (ou devrait le faire) à la captation par le capital du travail domestique comme facteur de reproduction de la force de travail. L'école publique ne renvoie à rien d'autre qu'à cette forme d'investissement social. L'idée même de distinction entre travail et force de travail repose au fond là-dessus.

Les nouvelles marchandises

Plutôt que par le recours à la « connaissance », le capitalisme contemporain se caractérise, dans un nombre croissant de secteurs, par une structure de coûts particulière :

- une mise de fonds initiale importante et concentrée dans le temps, où les dépenses de travail qualifié occupent une place croissante ;
- une dévalorisation rapide des investissements qu'il faut donc amortir et rentabiliser sur une période courte ;
- des coûts variables de production ou de reproduction relativement faibles ;
- la possibilité d'appropriation à peu près gratuite de l'innovation ou du produit (logiciel, œuvre d'art, médicament, information, etc.).

Tout cela ne devrait pas *a priori* poser de problème particulier : la valorisation du capital passe par la formation d'un prix qui doit couvrir les coûts variables de la production, l'amortissement du capital fixe calculé en fonction de sa durée de vie économique, plus le taux de profit moyen. Quand l'innovation permet de produire moins cher les mêmes marchandises, le premier capital à le mettre en œuvre bénéficie d'une prime, ou d'une rente (une plus-value « extra » disait Marx) qui rétribue transitoirement l'avance technologique. Ses concurrents vont être amenés à introduire la même innovation, afin de bénéficier eux aussi de ces surprofits, ou tout simplement pour résister à la concurrence.

Une difficulté supplémentaire apparaît chaque fois que les firmes concurrentes peuvent se mettre à niveau à un coût très réduit, car cette possibilité a pour effet de dévaloriser instantanément le capital qui correspondait à la mise de fonds initiale. Une caractéristique du capitalisme contemporain est précisément la reproductibilité à coût très faible d'un nombre croissant de marchandises et c'est une autre caractéristique des marchandises « virtuelles » qui pose des problèmes particuliers aux exigences de ren-

tabilité. De manière stylisée, ces marchandises nécessitent un investissement de conception très lourd, mais leur production est ensuite presque gratuite. Du dernier CD de Michael Jackson à la plus récente molécule anti-Sida, on peut donner de nombreux exemples de cette configuration. Or, elle entre en contradiction avec la logique de rentabilisation du capital, en raison d'une autre véritable nouveauté. Une fois que le produit a été conçu, la mise de fond n'est plus nécessaire pour les nouveaux entrants, pirates de logiciels ou fabricants de médicaments génériques. On n'est pas dans ce cas de figure pour la plupart des marchandises : certes, on peut copier le modèle ou le procédé, mais cela ne réduit pas les coûts de production dans la même proportion, car il faut encore fabriquer le produit ou rendre le service, et s'embaucher ou s'équiper pour cela. La marque, le prestige et la publicité réussiront plus ou moins bien à rentabiliser la mise de fonds initiale. Mais avec les nouveaux produits, le phénomène change de nature. Si je pouvais copier et vendre ses logiciels à prix coûtant, j'emporterais le marché et réduirais à néant les investissements de Microsoft.

Une notion voisine est celle d'indivisibilité pour reprendre l'expression utilisée à propos des services publics. Elle s'applique bien à l'information : une fois celle-ci produite, sa diffusion ne prive personne de sa jouissance, contrairement par exemple à un livre que je ne peux lire si je l'ai donné ou prêté. Dans la mesure où les nouvelles technologies introduisent une telle logique, elles apparaissent comme contradictoires avec la logique marchande capitaliste. Potentiellement, le capitalisme ne peut plus fonctionner, en tout cas pas avec ses règles habituelles. Rullani a raison de dire que la valeur de la connaissance

ne dépend pas de sa rareté mais « découle uniquement des limitations établies, institutionnellement ou de fait, à l'accès à la connaissance ». Pour valoriser cette forme de capital, il faut paradoxalement « limiter temporairement la diffusion » de ce qu'il a permis de mettre au point, ou alors en « réglementer l'accès ». L'actualité est remplie d'exemples qui illustrent cette analyse, qu'il s'agisse de Microsoft, de Napster ou des projets de CD non reproductibles pour répondre aux copies pirates. Comme le dit encore Rullani, « la valeur d'échange de la connaissance est donc entièrement liée à la capacité pratique de limiter sa diffusion libre. C'est-à-dire de limiter avec des moyens juridiques (brevets, droits d'auteur, licence, contrats) ou monopolistes, la possibilité de copier, d'imiter, de « réinventer », d'apprendre les connaissances des autres ».

Mais admettons même une large diffusion de ce nouveau type de produits potentiellement gratuits. Plutôt que l'émergence d'un nouveau mode de production, l'analyse qui précède montre qu'il faut y voir le creusement d'une contradiction absolument classique entre la forme que prend le développement des forces productives (la diffusion gratuite potentielle) et les rapports de production capitalistes qui cherchent à reproduire le statut de marchandise, à rebours des potentialités des nouvelles technologies. On retrouve ici la description avancée par Marx de cette contradiction majeure du capital :

« D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales, afin de rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé pour elle. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps

de travail, et les enserrer dans les limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux – simples faces différentes du développement de l'individu social – apparaissent uniquement au capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée. Mais, en fait, ce sont des conditions matérielles, capables de faire éclater cette base. »

Parce qu'elle oublie ces contradictions entre nouvelles technologies et loi de la valeur, la théorie du « capitalisme cognitif » repose donc sur un contresens fondamental. Elle envisage une nouvelle phase du capitalisme dotée d'une logique spécifique et de nouvelles lois, en particulier dans la détermination de la valeur. Fascinée par son objet, l'école cognitive prête ainsi au capitalisme contemporain une cohérence dont il est bien loin de disposer et se situe à sa manière dans une certaine logique régulationniste qui postule une infinie capacité du capitalisme à se rénover. Dans son dernier livre, André Gorz⁶ a une formule qui résume à merveille l'incohérence de ces théories : « Le capitalisme cognitif, c'est la contradiction du capitalisme. » Les mutations technologiques montrent en effet que ce mode de production est, comme l'envisageait Marx, « parvenu dans son développement des forces productives à une frontière, passé laquelle il ne peut tirer pleinement partie de ses potentialités qu'en se dépassant vers une autre économie ».

C'est donc le capitalisme, et non ses analyses marxistes, qui confine l'économie à la sphère de la valeur d'échange, où la valeur-richeesse n'est là que comme un moyen. Et c'est bien sa faiblesse majeure que d'avoir de plus en plus de mal à donner une forme marchande à des valeurs d'usage nouvelles, immatérielles et potentiellement gratuites. C'est

donc sur la base d'un contre-sens que les théoriciens du capitalisme cognitif se réclament de Marx, et particulièrement des pages des *Grundrisse* où il aborde ces questions et que l'on vient de commenter. La conclusion de Marx est en effet que, pour sortir de cette contradiction, « il faut que ce soit la masse ouvrière elle-même qui s'approprie son surtravail ». Et c'est seulement « lorsqu'elle a fait cela » (autrement dit la révolution sociale) que l'on en arrive au point où « ce n'est plus alors aucunement le temps de travail, mais le temps disponible qui est la mesure de la richesse ».

La marchandise contre les besoins

Le capitalisme d'aujourd'hui se distingue par un projet systématique, voire dogmatique, de transformer en marchandises ce qui ne l'est pas ou ne devrait pas l'être. Un tel projet est doublement réactionnaire : il affirme à la fois la volonté du capitalisme de retourner à son état de nature en effaçant tout ce qui avait pu le civiliser ; il révèle son incapacité profonde à prendre en charge les problèmes nouveaux qui se posent à l'humanité.

Le capitalisme veut bien répondre à des besoins rationnels et à des aspirations légitimes, comme soigner les malades du Sida ou limiter les émissions de gaz à effet de serre ; mais à cette condition que cela passe sous les fourches caudines de la marchandise et du profit. Dans le cas du Sida, le principe intangible est de vendre les médicaments au prix qui rentabilise leur capital, et tant pis si ce prix n'est abordable que par une minorité des personnes concernées. C'est bien la loi de la valeur qui s'applique ici, avec son efficacité propre, qui n'est pas de soigner le maximum de malades mais de rentabiliser le capital in-

vesti. Les luttes qui visent, non sans succès, à contrer ce principe d'efficacité ont un contenu anticapitaliste immédiat, puisque l'alternative est de financer la recherche sur fonds publics et ensuite de distribuer les médicaments en fonction du pouvoir d'achat des patients, y compris gratuitement. Quand les grands groupes pharmaceutiques s'opposent avec acharnement à la production et à la diffusion de génériques, c'est le statut de marchandises et c'est le statut de capital de leurs mises de fonds qu'ils défendent, avec une grande lucidité.

Il en va de même pour l'eau qui a suscité de nombreuses luttes à travers le monde, et on retrouve la même opposition à propos de cette question écologique fondamentale qu'est la lutte contre l'effet de serre. Là encore, les puissances capitalistes (groupes industriels et gouvernements) refusent le moindre pas vers une solution rationnelle qui serait la planification énergétique à l'échelle planétaire. Ils cherchent des succédanés qui ont pour nom «écotaxe» ou «droits à polluer». Il s'agit pour eux de faire rentrer la gestion de ce problème dans l'espace des outils marchands où, pour aller vite, on joue sur les coûts et les prix, au lieu de jouer sur les quantités. Il s'agit de créer de pseudo-marchandises et de pseudo-marchés, dont l'exemple le plus caricatural est le projet de marché des droits à polluer. C'est une pure absurdité qui ne résiste même pas aux contradictions inter-impérialiste, comme l'a montré la dénonciation unilatérale par les États-Unis de l'accord de Kyoto, pourtant bien timide.

Dans le même temps, le capitalisme contemporain vise à organiser l'économie mondiale et l'ensemble des sociétés selon ses propres modalités, qui tournent le dos aux objectifs de bien-être. Au niveau mondial, le processus de

constitution d'un marché mondial est mené de manière systématique et vise au fond l'établissement d'une loi de la valeur internationale. Mais ce projet se heurte à de profondes contradictions, parce qu'il repose sur la négation des différentiels de productivité qui font obstacle à la formation d'un espace de valorisation homogène. Cet oubli conduit à des effets d'éviction pervers qui impliquent l'élimination potentielle de tout travail qui ne se hisse pas d'emblée aux normes de rentabilité les plus élevées, celles que le marché mondial tend à universaliser. Les pays sont alors fractionnés entre deux grands secteurs, celui qui s'intègre au marché mondial, et celui qui doit en être tenu à l'écart. Il s'agit alors d'un antimodèle de développement, et ce processus de dualisation des pays du Sud est strictement identique à ce que l'on appelle exclusion dans les pays du Nord.

C'est enfin la force de travail elle-même que le patron voudrait ramener à un statut de pure marchandise. La « refondation sociale » du Medef exprime bien cette ambition de n'avoir à payer le salarié qu'au moment où il travaille pour le patron, ce qui signifie réduire au minimum et reporter sur les finances publiques les éléments de salaire socialisé, remarchandiser les retraites, et faire disparaître la notion même de durée légale du temps de travail. Ce projet tourne le dos au progrès social qui passe au contraire par la démarchandisation du temps libre. Il ne faut pas compter ici sur les innovations de la technique pour atteindre cet objectif mais sur un projet radical de transformation sociale qui est le seul moyen de renvoyer la vieille loi de la valeur au rayon des antiquités. La lutte pour le temps libre comme moyen privilégié de redistribuer les gains de productivité est alors la voie royale pour

faire que le travail ne soit plus une marchandise et que l'arithmétique des besoins sociaux se substitue à celle du profit :

« La production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine, misérable, antagonique. C'est alors le libre développement des individualités. Il ne s'agit plus dès lors de réduire le temps de travail nécessaire en vue de développer le surtravail, mais de réduire en général le travail nécessaire de la société à un minimum⁷. »

ACCUMULATION

et crises

LA THÉORIE MARXISTE DE L'ACCUMULATION et de la reproduction du capital propose un cadre d'analyse de la trajectoire du mode de production capitaliste. Ce dernier est doté d'un principe d'efficacité spécifique, qui ne l'empêche pas de buter régulièrement sur des contradictions (qu'il a jusqu'ici réussi à surmonter). Son histoire lui a fait parcourir différentes phases qui le rapprochent d'une crise systémique, mettant en cause son principe central de fonctionnement, sans qu'il soit pour autant possible d'en déduire l'inéluctabilité de son effondrement final.

Commençons par une apologie paradoxale : le capitalisme est, dans l'histoire de l'humanité, le premier mode de production à faire preuve d'un tel dynamisme. On peut le mesurer par exemple à l'essor sans précédent de la productivité du travail depuis le milieu du 19^e siècle, qui faisait dire à Marx que le capitalisme révolutionnait les forces productives. Cette performance découle de sa caractéristique essentielle, qui est la concurrence entre capitaux privés mus par la recherche de la rentabilité maximale. Cette concurrence débouche sur une tendance permanente à l'accumulation du capital (« la Loi et les prophètes », disait

Marx), qui bouleverse en permanence les méthodes de production et les produits eux-mêmes et ne se contente pas d'augmenter l'échelle de la production.

Ces atouts ont pour contrepartie des difficultés structurelles de fonctionnement, qui se manifestent par des crises périodiques. On peut repérer deux contradictions absolument centrales qui combinent une tendance à la suraccumulation, d'une part, à la surproduction d'autre part. La tendance à la suraccumulation est la contrepartie de la concurrence : chaque capitaliste tend à investir pour gagner des parts de marché, soit en baissant ses prix, soit en améliorant la qualité du produit. Il y est d'autant plus encouragé que le marché est porteur et la rentabilité élevée. Mais la somme de ces actions, rationnelles quand elles sont prises séparément, conduit presque automatiquement à une suraccumulation. Autrement dit, il y a globalement trop de capacités de production mises en place, et par suite trop de capital pour qu'il puisse être rentabilisé au même niveau qu'avant. Ce qui est gagné en productivité se paie d'une augmentation de l'avance en capital par poste de travail, ce que Marx appelait la composition organique du capital.

La seconde tendance concerne les débouchés. La suraccumulation entraîne la surproduction, en ce sens qu'on produit aussi trop de marchandises par rapport à ce que le marché peut absorber. Ce déséquilibre provient d'une sous-consommation relative, chaque fois que la répartition des revenus ne crée pas le pouvoir d'achat nécessaire pour écouler la production. Marx a longuement étudié les conditions de la reproduction du système, que l'on peut résumer en disant que le capitalisme utilise un moteur à deux temps : il lui faut du profit, bien sûr, mais il faut aussi

que les marchandises soient effectivement vendues, de manière à empocher réellement ce profit, à le « réaliser » pour reprendre le terme de Marx. Il montre que ces conditions ne sont pas absolument impossibles à atteindre mais que rien ne garantit qu'elles soient durablement satisfaites. La concurrence entre capitaux individuels porte en permanence le risque de suraccumulation, et donc de déséquilibre entre les deux grandes « sections » de l'économie : celle qui produit les moyens de production (biens d'investissement, énergie, matières premières, etc.) et celle qui produit les biens de consommation. Mais la source principale de déséquilibre est la lutte de classes : chaque capitaliste a tout intérêt à baisser les salaires de ses propres salariés, mais si tous les salaires sont bloqués, alors les débouchés risquent de faire défaut. Il faut alors que le profit obtenu grâce au blocage des salaires soit redistribué vers d'autres couches sociales qui le consomment et se substituent ainsi à la consommation défaillante des salariés.

Le fonctionnement du capitalisme est donc irrégulier par essence. Sa trajectoire est soumise à deux sortes de mouvement qui n'ont pas la même ampleur. Il y a d'un côté le cycle du capital qui conduit à la succession régulière de booms et de récessions. Ces crises périodiques plus ou moins marquées, font partie du fonctionnement « normal » du capitalisme. Il s'agit de « petites crises » dont le système sort de manière automatique : la phase de récession conduit à la dévalorisation du capital et crée les conditions de la reprise. C'est l'investissement qui constitue le moteur de ces fluctuations en quelque sorte automatiques.

La théorie des ondes longues

Mais le capitalisme a une histoire, qui ne fait pas que répéter ce fonctionnement cyclique et qui conduit à la succession de périodes historiques, marquées par des caractéristiques spécifiques. La théorie des ondes longues développée par Ernest Mandel¹ conduit au repérage résumé dans le tableau 1.

Sur un rythme beaucoup plus long, le capitalisme connaît ainsi une alternance de phases expansives et de phases récessives. Cette présentation synthétique appelle quelques précisions. La première est qu'il ne suffit pas d'attendre vingt-cinq ou trente ans. Si Mandel parle d'onde plutôt que de cycle, c'est bien que son approche ne se situe pas dans un schéma généralement attribué – et probablement à tort – à Kondratieff, de mouvements réguliers et alternés des prix et de la production². L'un des points importants de la théorie des ondes longues est de rompre la symétrie des retournements : le passage de la phase expansive à la phase dépressive est « endogène », en ce sens qu'il résulte du jeu des mécanismes internes du système. Le passage de la phase dépressive à la phase expansive est au contraire exogène, non automatique, et suppose une

| Tableau 1. La succession des ondes longues | | |
|--|---------------------------|-----------------|
| | Phase expansive | Phase récessive |
| 1 ^{re} onde longue | 1789-1816 | 1816-1847 |
| 2 ^e onde longue | 1848-1873 | 1873-1896 |
| 3 ^e onde longue | 1896-1919 | 1920-1919/1945 |
| 4 ^e onde longue | 1940/1945-1967/1973 | 1968/1973- ? |
| | Les « Trente Glorieuses » | La « Crise » |

reconfiguration de l'environnement social et institutionnel. L'idée clé est ici que le passage à la phase expansive n'est pas donné d'avance et qu'il faut reconstituer un nouvel « ordre productif ». Cela prend le temps qu'il faut, et il ne s'agit donc pas d'un cycle semblable au cycle conjoncturel dont la durée peut être reliée à la durée de vie du capital fixe. Voilà pourquoi cette approche ne confère aucune primauté aux innovations technologiques : dans la définition de ce nouvel ordre productif, les transformations sociales (rapport de forces capital-travail, degré de socialisation, conditions de travail, etc.) jouent un rôle essentiel.

Le déroulé des ondes longues a évidemment quelque chose à voir avec le taux de profit. Mais cela ne veut pas dire que la phase expansive se déclenche automatiquement dès que le taux de profit franchit un certain seuil. C'est là une condition nécessaire mais pas suffisante. Il faut que la manière dont se rétablit le taux de profit apporte une réponse adéquate à d'autres questions portant notamment sur la réalisation. Voilà pourquoi la succession des phases n'est en rien donnée à l'avance. Périodiquement, le capitalisme doit ainsi redéfinir les modalités de son fonctionnement et mettre en place un « ordre productif », qui réponde de manière cohérente à un certain nombre de questions quant à l'accumulation et à la reproduction. Il faut en particulier combiner quatre éléments³ :

- un mode d'accumulation du capital qui règle les modalités de la concurrence entre capitaux et du rapport capital-travail ;
- un type de forces productives matérielles ;
- un mode de régulation sociale : droit du travail, protection sociale, etc. ;
- le type de division internationale du travail.

Le taux de profit est un bon indicateur synthétique de la double temporalité du capitalisme. À court terme, il fluctue avec le cycle conjoncturel, tandis que ses mouvements de long terme résument les grandes phases du capitalisme. La mise en place d'un ordre productif cohérent se traduit par son maintien à un niveau élevé et à peu près « garanti ». Au bout d'un certain temps, le jeu des contradictions fondamentales du système dégrade cette situation, et la crise est toujours et partout marquée par une baisse significative du taux de profit. Celle-ci reflète une double incapacité du capitalisme à reproduire le degré d'exploitation des travailleurs et à assurer la réalisation des marchandises. La mise en place progressive d'un nouvel ordre productif se traduit par un rétablissement plus ou moins rapide du taux de profit. C'est de cette manière qu'il nous semble utile de reformuler la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : ce dernier ne baisse pas de manière continue mais les mécanismes qui le poussent à la baisse finissent toujours par l'emporter sur ce que Marx appelait les contre-tendances. L'exigence d'une refonte de l'ordre productif réapparaît donc périodiquement.

L'approche marxiste de la dynamique longue du capital pourrait en fin de compte être résumée de la manière suivante : la crise est certaine, mais la catastrophe ne l'est pas. La crise est certaine, en ce sens que tous les arrangements que le capitalisme s'invente, ou qu'on lui impose, ne peuvent supprimer durablement le caractère déséquilibré et contradictoire de son fonctionnement. Seul le passage à une autre logique pourrait déboucher sur une régulation stable. Mais, ces remises en cause périodiques qui scandent son histoire n'impliquent nullement que le capitalisme se dirige inexorablement vers l'effondrement

final. À chacune de ces « grandes crises », l'option est ouverte : soit le capitalisme est renversé, soit il rebondit sous des formes qui peuvent être plus ou moins violentes (guerre, fascisme), et plus ou moins régressives (tournant néo-libéral). C'est dans ce cadre que l'on doit examiner la trajectoire du capitalisme contemporain.

Pas de solutions technologiques aux contradictions du capitalisme

La productivité du travail mesure le volume de biens et de services produit par heure de travail et constitue donc une bonne approximation du degré de développement des forces productives ; elle joue donc un rôle décisif dans la dynamique du capitalisme. Certes, l'analyse marxiste classique décompose le taux de profit en deux éléments : le taux d'exploitation et la composition organique du capital ; mais ces deux grandeurs dépendent à leur tour de la productivité du travail. Le taux d'exploitation dépend de l'évolution du salaire et l'efficacité du capital de celle du capital par tête, rapportées dans l'un et l'autre cas à la productivité du travail. De manière synthétique, on peut dire que le taux de profit va monter ou baisser selon que l'augmentation du salaire réel est ou n'est pas compensée par l'amélioration de la « productivité globale des facteurs », définie comme une moyenne pondérée de la productivité du travail et de la productivité du capital.

C'est paradoxalement chez les partisans de la « nouvelle économie » que l'on assiste à une résurgence d'un marxisme vulgaire, selon lequel la technique décide de tout. Puisqu'il y a des nouvelles technologies, il doit donc y avoir aussi plus de productivité, plus de croissance et plus d'emplois. C'est sur ce raisonnement simpliste qu'a

été construite la théorie du « capitalisme patrimonial » avancée par Michel Aglietta⁴. Son hypothèse fondamentale était que la « net économie » allait procurer au capitalisme une source renouvelée de productivité permettant de stabiliser le taux de profit à un niveau élevé tout en redistribuant une partie du produit, non plus sous forme de salaire mais de rémunérations financières. C'est donc dans la plus belle tradition d'un marxisme kominternien que les nouvelles technologies étaient invoquées comme la source automatique de nouveaux profits et même d'un nouveau modèle social.

Personne ne songerait évidemment à nier l'ampleur intrinsèque des innovations dans le domaine de l'information et de la communication, mais ce sont les autres maillons du raisonnement qui font problème. Un prix Nobel, Robert Solow, a même donné son nom à un paradoxe qui consistait justement à remarquer que l'informatisation ne donnait pas lieu aux gains de productivité attendus. Apparemment, le récent cycle de croissance aux États-Unis a mis fin à ce paradoxe, puisque l'on a enregistré un bond en avant des gains de productivité. Ce serait la base sur laquelle pourrait s'amorcer une nouvelle phase de croissance longue. Mais ce pronostic se heurte à trois incertitudes. La première porte sur la durabilité du phénomène aux États-Unis mêmes : s'agit-il d'un cycle *high tech*, limité dans le temps ? La diffusion des gains de productivité peut-elle gagner l'ensemble des secteurs ? Le second doute, encore plus fort, concerne l'extension possible de ce modèle au reste du monde, dans la mesure où il repose sur la capacité particulière des États-Unis à drainer les capitaux en provenance du monde, en contrepartie d'un déficit commercial qui se creuse chaque année. Enfin, et surtout, on doit

s'interroger sur la légitimité du modèle social, inégalitaire et régressif, associé à ces transformations du capitalisme.

Ces interrogations peuvent être éclairées par un autre constat : le retournement de la « nouvelle économie » provient, très classiquement, d'une baisse du taux de profit. C'est pourquoi un économiste qui a pourtant peu de choses à voir avec le marxisme a pu affirmer : « *Marx is back* »⁵. Le surcroît de productivité a en effet été chèrement payé par un surinvestissement finalement coûteux, qui a conduit à une augmentation de la composition organique du capital, tandis que le taux d'exploitation finissait par baisser.

Gains de productivité et intensification du travail

Il est une autre manière de questionner le lien entre innovations technologiques et gains de productivité, en montrant que ces derniers résultent de méthodes très classiques d'intensification du travail. Les transformations induites par Internet, pour prendre cet exemple, n'ont qu'un rôle accessoire dans la genèse des gains de productivité. La commande en ligne fait gagner au mieux une journée par rapport au remplissage d'un formulaire ou à la consultation d'un catalogue, pour une réactivité qui est rarement supérieure. Ce qui se passe ensuite dépend essentiellement de la chaîne d'assemblage et de la capacité à mettre en œuvre une fabrication modulaire, et la viabilité de l'ensemble repose au bout du compte sur la qualité des circuits d'approvisionnement physiques. À partir du moment où elles ne sont pas elles-mêmes transmissibles par Internet, les marchandises commandées doivent bien circuler en sens inverse. L'essentiel des gains de productivité ne découle donc pas du recours à Internet en tant que tel, mais de la capacité à faire travailler les salariés avec des

horaires ultraflexibles (sur la journée, sur la semaine ou sur l'année, en fonction du type de produit) et à intensifier et fluidifier les réseaux d'approvisionnement, avec une prime aux livraisons individuelles et au transport routier.

Bien des analyses du capitalisme contemporain adoptent ainsi une représentation idéologique de la technique, qui vient constamment faire obstacle à une étude raisonnée de ce qui est vraiment nouveau. Cette idéologie est d'autant plus puissante qu'elle prend appui sur la fascination exercée par des technologies effectivement prodigieuses. Mais, du coup, elle biaise toutes les interprétations dans le sens d'une sous-estimation systématique du rôle des processus de travail. Que ce soit délibéré ou non, le résultat est atteint lorsque les enjeux sociaux des nouvelles technologies sont repoussés dans les coulisses, au rang des vieilles questions sans intérêt. On fabrique ainsi une représentation du monde, où les travailleurs du virtuel deviennent l'archétype du salarié du 21^e siècle, alors que la mise en œuvre par le capital de ces nouvelles technologies fabrique au moins autant d'emplois peu qualifiés que de postes d'informaticiens. Malgré tous les discours grandiloquents sur les stock options et l'association de ces nouveaux héros du travail intellectuel à la propriété du capital, les rapports de classe fondamentaux sont toujours des rapports de domination. La dévalorisation permanente du statut des professions intellectuelles, la déqualification ininterrompue des métiers de la connaissance, tendent à reproduire le statut de prolétaire, et s'opposent ainsi totalement à des schémas naïfs de montée universelle des qualifications et d'émergence d'un nouveau type de travailleur.

Certes, on peut faire confiance aux nouveaux entrepreneurs pour réduire au minimum leurs dépenses et pour

chercher à imposer leurs revendications extravagantes en matière d'organisation du travail. Pourtant il aurait dû sembler évident que bien des projets ne pouvaient accéder à la rentabilité. C'est ce que les multiples faillites de *start up* prometteuses sont venu démontrer. Ce sont des arguments très classiques de rentabilité qui ont rattrapé la « nouvelle économie » et décidé de la viabilité de ces entreprises. Le recours aux nouvelles technologies n'était donc pas en soi une garantie, ni un moyen magique d'échapper aux contraintes de la loi de la valeur.

La reproduction difficile

Pour fonctionner de manière relativement harmonieuse, le capitalisme a besoin d'un taux de profit suffisant, et aussi de débouchés. Mais cela ne suffit pas, et une condition supplémentaire doit être satisfaite, qui porte sur la forme de ces débouchés : ils doivent correspondre aux secteurs susceptibles, grâce aux gains de productivité induits, de rendre compatible une croissance soutenue avec un taux de profit maintenu. Or, cette adéquation est constamment remise en cause par l'évolution des besoins sociaux.

Dans la mesure où le blocage salarial s'est imposé comme le moyen privilégié de rétablissement du profit en Europe, la croissance possible était *a priori* contrainte. Mais ce n'est pas la seule raison, qu'il faut plutôt trouver dans les limites de taille et de dynamisme de ces nouveaux débouchés. La multiplication de biens innovants n'a pas suffi à constituer un nouveau marché d'une taille aussi considérable que la filière automobile, qui entraînait non seulement l'industrie automobile mais les services d'entretien et les infrastructures routières et urbaines. L'extension relativement limitée des marchés potentiels n'a

pas non plus été compensée par la croissance de la demande. Il manquait de ce point de vue un élément de bouclage important qui devait mener des gains de productivité à des progressions rapides de la demande en fonction des baisses de prix relatives induites par les gains de productivité.

On assiste ensuite à une dérive de la demande sociale, des biens manufacturés vers les services, qui correspond mal aux exigences de l'accumulation du capital. Le déplacement se fait vers des zones de production (de biens ou de services) à faible potentiel en productivité. Dans les coulisses de l'appareil productif aussi, les dépenses de services voient leur proportion augmenter. Cette modification structurelle de la demande sociale est à nos yeux l'une des causes essentielles du ralentissement de la productivité qui vient ensuite raréfier les opportunités d'investissement rentables. Ce n'est pas avant tout parce que l'accumulation a ralenti que la productivité a elle-même décéléré. C'est au contraire parce que la productivité – en tant qu'indicateur de profits anticipés – a ralenti, que l'accumulation est à son tour découragée et que la croissance est bridée, avec des effets en retour supplémentaires sur la productivité. Un autre élément à prendre en considération est également la formation d'une économie réellement mondialisée qui, en confrontant les besoins sociaux élémentaires au Sud avec les normes de compétitivité du Nord, tend à évincer les producteurs (et donc les besoins) du Sud.

Dans ces conditions, la distribution de revenus ne suffit pas, si ceux-ci se dépensent dans des secteurs dont la productivité – inférieure ou moins rapidement croissante – vient peser sur les conditions générales de la rentabilité. Comme le transfert n'est pas freiné ou compensé en raison

d'une relative saturation de la demande adéquate, le salaire cesse en partie d'être un débouché adéquat à la structure de l'offre et doit donc être bloqué. L'inégalité de la répartition au profit de couches sociales aisées (au niveau mondial également) représente alors, jusqu'à un certain point, une issue à la question de la réalisation du profit.

L'enlèvement du capitalisme dans une phase dépressive résulte donc d'un écart croissant entre la transformation des besoins sociaux et le mode capitaliste de reconnaissance, et de satisfaction, de ces besoins. Mais cela veut dire sans doute aussi que le profil particulier de la phase actuelle mobilise, peut-être pour la première fois dans son histoire, les éléments d'une crise systémique du capitalisme. On peut même avancer l'hypothèse que le capitalisme a épuisé son caractère progressiste en ce sens que sa reproduction passe dorénavant par une involution sociale généralisée. En tout cas, on doit constater que ses capacités actuelles d'ajustement se restreignent, dans ses principales dimensions, technologique, sociale et géographique.

Notre interprétation du « paradoxe de Solow » suggère qu'il existe un progrès technique autonome latent assorti d'importants gains de productivité virtuels. Mais la mobilisation de ces potentialités se heurte à une triple limite :

- l'insuffisance de l'accumulation représente un frein à la diffusion des nouveaux équipements et au rajeunissement rapide du stock de capital ;
- l'imbrication croissante entre l'industrie et les services au cœur même de l'appareil productif contribue à tirer vers le bas les performances globales de la productivité ;
- l'insuffisant dynamisme de la demande renforce l'effet précédent et y ajoute un facteur spécifique d'inadé-

quation entre débouchés et offre productive, à la fois par baisse de l'élasticité de la demande aux prix des nouveaux produits, et par déplacement de la demande sociale vers des services à moindre productivité.

Si la technologie ne permet donc plus de modeler la satisfaction des besoins sociaux sous l'espèce de marchandises à forte productivité, cela veut dire que l'adéquation aux besoins sociaux est de plus en plus menacée et que les inégalités croissantes dans la répartition des revenus deviennent la condition de réalisation du profit. C'est pourquoi, dans sa dimension sociale, le capitalisme est incapable de proposer un « compromis institutionnalisé » acceptable, autrement dit un partage équitable des fruits de la croissance. Il revendique, d'une manière complètement contradictoire avec le discours élaboré durant l'« Âge d'or » des années d'expansion, la nécessité de la régression sociale pour soutenir le dynamisme de l'accumulation. Il semble incapable, sans modification profonde des rapports de force, de revenir de lui-même à un partage plus équilibré de la richesse.

Enfin, du point de vue géographique, le capitalisme a perdu sa vocation d'extension en profondeur. L'ouverture de vastes marchés potentiels après la chute du Mur de Berlin n'a pas constitué le nouvel Eldorado imaginé, et donc pas non plus le « choc exogène » salvateur. La structuration de l'économie mondiale tend à renforcer les mécanismes d'éviction en contraignant les pays du Sud à un impossible alignement sur des normes d'hyper-compétitivité. De plus en plus, la figure harmonieuse de la Triade est remplacée par des rapports conflictuels entre les trois pôles dominants. Le dynamisme récent des États-Unis ne jette pas les bases d'un régime de croissance qui pour-

rait ensuite se renforcer en s'étendant au reste du monde. Ses contreparties apparaissent de plus en plus évidentes sous forme d'étouffement de la croissance en Europe et encore plus au Japon. C'est pourquoi, la période ouverte par le dernier retournement conjoncturel est placée sous le signe d'une montée des tensions entre les pôles dominants de l'économie mondiale et d'une instabilité accrue de cette dernière.

Bref, les possibilités de remodelage de ces trois dimensions (technologique, sociale, géographique) susceptibles de fournir le cadre institutionnel d'une nouvelle phase expansive semblent limitées et cette onde longue est vraisemblablement appelée à s'étirer dans la faible croissance. Pour paraphraser une formule célèbre, le fordiste a sans doute représenté « le stade suprême du capitalisme », ce qu'il avait de mieux à offrir. Le fait qu'il retire ostensiblement cette offre marque de sa part la revendication d'un véritable droit à la régression sociale.

Nouvelle économie, nouvelle onde longue ?

Sommes-nous entrés dans une nouvelle phase de croissance durable ? On peut rassembler les éléments de réponse déjà proposés en énonçant de manière synthétique les ingrédients d'une phase expansive : un niveau suffisamment élevé du taux de profit et la reprise de l'accumulation comme conditions immédiates ; un environnement relativement stable, notamment du point de vue de la structuration de l'économie mondiale, assurant les conditions de maintien du taux de profit à ce niveau élevé. Ce premier ensemble de conditions définit un schéma de reproduction établissant qui achète ce qui est produit. Il faut y ajouter des exigences concernant la légitimité sociale qui

définit un « ordre productif » et garantit la reproduction générale du modèle.

Depuis la contre-révolution néo-libérale, les débats oscillent entre deux conceptions. Certains insistent sur la cohérence de ce projet, d'autres sur ses imperfections et notamment l'instabilité financière. Périodiquement, on annonce la mise en place d'un nouveau modèle. Le taux de profit a retrouvé ses niveaux d'avant la crise. Les nouvelles technologies sont là. N'est-on pas entré dans un nouvel ordre productif ?

La spécificité absolument inédite de la phase actuelle est précisément que le rétablissement du taux de profit n'a permis de « relever » aucune des autres courbes du capitalisme. Le taux d'accumulation, le taux de croissance du PIB et celui de la productivité du travail sont tous à la baisse alors que le taux de profit grimpe. Certes, la phase plus récente de la « nouvelle économie » a en partie comblé l'écart aux États-Unis, où on a pu constater un redressement des trois courbes : accumulation, croissance et productivité. Mais c'est, comme on l'a vu, un rétablissement très limité dans le temps et encore plus dans l'espace. Bref, malgré le rétablissement du taux de profit, le capitalisme mondial n'est pas entré dans une nouvelle phase expansive. Il lui manque essentiellement trois attributs : un ordre économique mondial, des terrains d'accumulation rentable suffisamment étendus et un mode de légitimation sociale. La phase actuelle est particulièrement étirée, faute de boucler sur un ordre productif cohérent et sur une structuration stable de l'économie mondiale. L'anticapitalisme peut alors renaître sur la base du manque de légitimité du modèle.

La grille théorique proposée ici peut être rapidement située par rapport à d'autres approches. Elle ne s'oppose pas en tant que telle à l'approche régulationniste initiale et présente bien des points communs quant aux questions posées et à son principe général : pour bien fonctionner, le capitalisme a besoin d'un ensemble d'éléments constitutifs de ce que l'on peut appeler un mode de régulation, un ordre productif ou une période historique. L'important est de combiner l'historicité et la possibilité de schémas de reproduction relativement stables. Mais il faut se séparer des travaux régulationnistes de la « deuxième génération » placés sous le signe de l'harmonie spontanée, et soucieux avant tout de dessiner les lignes d'un nouveau contrat social, comme si c'était la logique naturelle de fonctionnement du capitalisme, et comme si celui-ci disposait en permanence d'un stock de modes de régulation où il suffirait de l'encourager à choisir le bon⁶.

On a déjà signalé que cette approche se distingue également d'une interprétation marxiste trop monocausale faisant du taux de profit instantané l'alpha et l'oméga de la dynamique du capital. Mais il faut surtout faire un sort aux approches qui donnent une place disproportionnée à la technologie. Dans la théorie des ondes longues, il existe un lien organique entre la succession d'ondes longues et celle des révolutions scientifiques et techniques, sans que cette mise en relation puisse se ramener à une vision néoschumpétérienne où l'innovation serait en soi la clé de l'ouverture d'une nouvelle onde longue. De ce point de vue, les mutations liées à l'informatique constituent, à n'en pas douter, un nouveau « paradigme technico-économique » – pour reprendre la terminologie de Freeman et Louçã dans leur remarquable ouvrage⁷ – mais cela ne suffit pas à fon-

der une nouvelle phase expansive. Il est d'autant plus urgent de prendre ses distances avec un certain scientisme marxiste que les avocats du capitalisme reprennent à leur compte en feignant de croire que la révolution technologique en cours suffit à définir un modèle social cohérent.

La théorie des ondes longues débouche donc sur une critique radicale du capitalisme. Si celui-ci a autant de mal à jeter les bases d'un ordre productif relativement stable et socialement attractif, c'est qu'il est confronté à une véritable crise systémique. Sa prospérité repose dorénavant sur la négation d'une grande partie des besoins sociaux. Arrivé à ce stade, les pressions qu'on peut exercer sur lui pour le faire fonctionner autrement, le réguler, doivent être tellement fortes qu'elles se distinguent de moins en moins d'un projet global de transformation sociale.

Face à ce capitalisme qui ressemble de plus en plus à son concept, l'aspiration à un peu de régulation est légitime. Mais il faut se garder d'une double erreur d'appréciation. Il faut d'abord ne pas confondre le besoin de re-régulation avec l'illusion de la régulation qui consiste à penser que ce système est rationnel et se laissera donc convaincre par un argumentaire bien construit. Une variante de cette illusion serait de se fixer la tâche impossible de séparer le bon grain de l'ivraie et de procurer une nouvelle raison d'être au capitalisme en le débarrassant de l'emprise de la finance. Ensuite, il faut admettre que la critique du capitalisme actuel ne peut se faire au nom d'un « fordisme » mythifié auquel il s'agirait de le ramener. Il n'est bien sûr pas interdit de s'appuyer sur les acquis sociaux et la légitimité dont ils jouissent, mais c'est parfaitement insuffisant.

Le dépassement de ces deux obstacles dessine une stratégie dont les intentions sont assez claires : la résistance à la marchandisation capitaliste conduit peu à peu à la construction d'une nouvelle légitimité, fondée sur des valeurs d'égalité, de solidarité et de gratuité, qui remettent en cause le cœur de la logique capitaliste. Parce qu'il refuse de répondre positivement à des demandes élémentaires et revient sur des droits acquis, le radicalisme du capital engendre ainsi une nouvelle radicalité des projets de transformation sociale.

EXPLOITATION ET CLASSES SOCIALES : ***une boussole imparfaite*** ***mais nécessaire***

POUR TRANSFORMER LE MONDE, il faut, d'une part, le comprendre, d'autre part, sauf à avoir une confiance immodérée dans le pouvoir des idées, s'appuyer sur une force matérielle. Pour l'essentiel, c'est cette démarche qui fonde l'approche marxiste des classes sociales.

Comprendre le monde et la société, d'abord. Comment s'orienter face à une complexité qui ne date pas d'aujourd'hui ? L'opposition entre ceux qui produisent les richesses et ceux qui en profitent est souvent la plus visible mais de tout temps, les sociétés ont été parcourues par divers principes structurants :

- l'observation des sociétés traditionnelles montre souvent une division du groupe dominant entre « clercs » (dont le pouvoir s'articule au rapport au religieux et, parfois, plus largement au savoir) et « guerriers » ;
- le développement d'États à la superficie importante génère des bureaucraties spécialisées ;
- la division hommes-femmes parcourt toutes les sociétés connues et se traduit généralement par une oppression des femmes, sexuelle, sociale et économique ;

- dans les sociétés modernes, où le rapport à l'emploi rémunéré est essentiel, les « exclus » paraissent constituer une catégorie à part de toutes les autres ;
- des clivages profonds – nationaux, « raciaux » et religieux – peuvent transcender toutes les autres divisions.

À toutes les époques, des analystes ont privilégié une lecture du réel plutôt qu'une autre. Il s'en trouve aujourd'hui pour penser qu'il faut s'accommoder de la pluralité des lectures possibles et renoncer à ordonner la totalité. Il n'est certes pas besoin d'une théorie achevée pour se révolter contre l'ordre des choses. Néanmoins, à refuser toute possibilité de compréhension globale, on risque de s'enfermer dans la vision d'un monde de bruit et de fureur, et de se condamner à une certaine impuissance. Il ne s'agit pas pour les marxistes de nier la complexité mais d'affirmer qu'elle peut être comprise et ordonnée à partir d'une analyse dont la spécificité est triple : la division de la société en classes sociales est l'élément le plus structurant ; cette division s'enracine dans les rapports de production ; la lutte des classes joue un rôle essentiel dans l'histoire et peut ouvrir la voie d'une émancipation de l'humanité.

Surproduit et classes sociales

Même s'il est hasardeux de prétendre représenter les conditions de vie des premières sociétés humaines, l'existence d'un lien entre évolution de la productivité et apparition de sociétés de classes ne fait guère de doute. Dans les économies primitives, basées sur la chasse, la cueillette ou des formes très sommaires d'agriculture, la productivité du travail est très faible. Le produit du travail d'un individu suffit à peine pour le maintenir en vie, lui et sa

famille. Il n'y a pas de possibilité de division du travail, d'apparition de personnes spécialisées dans l'artisanat, la production artistique, etc. Il n'y a pas non plus de division sociale du travail (nous faisons abstraction ici des différentes formes possibles de famille et de la division des rôles entre hommes et femmes au sein de ces familles), de différenciation de la société qui permettrait à des personnes de vivre sans contribuer à la production.

Tout accroissement de la productivité au-delà de ce niveau le plus bas, crée la possibilité d'un surplus de produits alimentaires. Dès lors, deux évolutions sont possibles :

- certains individus peuvent se spécialiser partiellement ou totalement dans des tâches particulières (artisanat) et, en échange de leurs services, reçoivent des aliments de la part de ceux qui ont continué à se consacrer totalement à la production de nourriture. Cette différenciation des formes de travail ne remet pas forcément en cause l'égalité des producteurs ;
- mais l'apparition d'un surplus de produits introduit un autre changement fondamental. L'ensemble du travail d'une collectivité humaine ne constitue plus seulement du travail destiné exclusivement à l'entretien des producteurs. Une partie de ce travail peut être utilisée pour libérer certaines personnes de la nécessité de travailler pour leur entretien propre.

Lorsque cette possibilité se réalise, une partie de la société peut se constituer en couche dominante. L'exploitation des producteurs directs par une classe/couche dominante a pris des formes très différenciées à travers l'histoire depuis les formations sociales classées sous l'expression « mode de production asiatique », à l'esclavage,

au servage jusqu'au salariat moderne. Les spécificités essentielles de ce dernier sont au nombre de deux :

- le salarié n'a pas de relation de dépendance personnelle avec le capitaliste, patron individuel ou société, propriétaire de l'entreprise où il travaille : il est « libre » de quitter l'entreprise ;
- le rapport entre le salarié et son employeur est un rapport monétaire : le salarié reçoit un salaire en contrepartie de son travail.

Le rapport entre capitaliste et salarié apparaît donc comme un rapport d'échange régi par des contrats et des « lois économiques » et non pas par un rapport de force brutal. Le mécanisme de l'appropriation du surproduit social par la classe dominante est donc moins visible dans la société capitaliste que dans la société féodale, ce qui ouvre la porte à toutes sortes de représentations mystifiées du réel, comme le souligne Marx à propos de la théorie économique « vulgaire » (voir chapitre I).

Il faut noter qu'à notre époque, les apologistes du système n'ont pas le privilège des représentations mystifiées. Cédant à une illusion assez partagée, notamment par les théoriciens de la « fin du travail », l'économiste polonais Zygmunt Bauman croit pouvoir affirmer que « la création de richesses est sur le point de s'émanciper de son lien traditionnel – ô combien contraignant et pénible – avec la production de biens, le traitement des matériaux, la création d'emplois et la direction des hommes. Les anciens riches avaient besoin des pauvres pour devenir riches et le rester [...] Les nouveaux riches n'ont plus besoin des pauvres »¹. Outre la confusion entre exploitation et pauvreté, le retournement des marchés financiers a fait justice des illusions sur le capitalisme virtuel, générant sans

limite revenus et patrimoines accrus. Derrière la sophistication des marchés financiers, il y a la production et l'accumulation et les rapports de classe.

La notion d'exploitation demeure un instrument essentiel de la compréhension de la logique du capitalisme. Comme le note Daniel Bensaïd :

« À condition de le concevoir dans toutes les dimensions de la reproduction sociale (distribution des revenus, division du travail, système éducatif, question du logement, etc.), le rapport d'exploitation reste central dans la dynamique sociale actuelle. Il s'agit en effet de savoir comment est produit, réparti et consommé le surproduit social². »

Du mode de production aux formations sociales réelles

Pour les marxistes, le rapport d'exploitation est donc structurant, c'est-à-dire qu'il gouverne l'« économique » et le « social ». Les classes sociales fondamentales se définissent par leur place dans ce mécanisme. À chaque mode de production, ses classes fondamentales. Elles n'existent pas de façon isolée mais en rapport avec la classe antagonique : il n'y a pas dans le capitalisme de bourgeoisie sans prolétariat et on ne peut analyser le prolétariat indépendamment de son rapport à la bourgeoisie.

Reconnaître le lien essentiel entre exploitation et organisation des classes sociales fondamentales, ne signifie pas en faire un principe exclusif. Comme cela a été énoncé d'emblée, d'autres principes structurants sont visibles dans toutes les sociétés et s'articulent de façon différenciée avec le principe essentiel.

Par ailleurs, une formation économique-sociale concrète est le produit d'une histoire : on y retrouve des groupes sociaux (classes ou fragments de classe) qui relèvent de formes de production à l'importance aujourd'hui restreinte. Les équilibres entre les composantes de la classe dominante peuvent renvoyer à l'histoire économique ou politique. C'est le cas du poids particulier de la bourgeoisie financière en Grande-Bretagne. Ou bien de celui des couches sociales petites bourgeoises traditionnelles dans la France de la 3^e République : après la « grande peur » de la Commune, la bourgeoisie française a cherché à préserver paysans, artisans et boutiquiers comme contre-feux au prolétariat. L'histoire politique a un rôle important dans la constitution et l'expansion de la bureaucratie étatique (ainsi que le montre Marx à propos de la machine étatique française³).

Enfin, le capitalisme lui-même produit des différenciations fonctionnelles au sein de la classe dominante (entre capitalismes industriel, financier et commercial) et, par ailleurs, crée des couches de salariés autres que la classe ouvrière (traditionnelle, mais nous reviendrons ci-dessous sur leur rapport à une classe ouvrière « élargie »). Marx a, à plusieurs reprises, fait le constat de la complexité des formations sociales concrètes. Dans le chapitre (inachevé) du *Capital* consacré aux classes sociales, il note que, même en Angleterre, « la division en classes n'apparaît pas sous une forme pure »⁴. Ainsi que le résume Daniel Bensaïd, « la formation sociale réelle ne se réduit jamais à la charpente dénudée du mode de production »⁵.

On peut donc distinguer au sein d'une formation sociale, une pluralité de « groupes » sociaux : les deux classes sociales fondamentales qui se définissent par leur oppo-

sition (mais peuvent être fragmentées en « sous-classes ») et d'autres groupes dont la similitude des conditions économiques et des modes de vie ne suffisent pas forcément à les constituer en classes.

On retrouve là le développement de Marx sur les « paysans parcellaires » :

« Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts, leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale, ni aucune organisation politique⁶. »

On a pu transposer cette analyse à une partie de ce que l'on désigne actuellement par l'expression « classes moyennes »⁷. Malgré les généralisations rapides qui resurgissent périodiquement, lesdites classes moyennes ne constituent pas vraiment une classe. En raison, tout d'abord de leur hétérogénéité. Les sommets des classes moyennes (salarisées ou membres des professions libérales) touchent à la bourgeoisie patrimoniale tandis que d'autres fractions connaissent de tout temps des situations objectives très différentes ou bien ressentent aujourd'hui un déclassement social où se mélangent éléments subjectifs et objectifs. Il est classique d'insister sur cette disparité des conditions, il faudrait sans doute aussi, pour les classes moyennes salariées et dans un pays à fonction publique importante comme la France, prendre également en considération les différences introduites par la nature de l'employeur (privé

ou public). Ces éléments, différemment dosés selon les situations, amènent les classes moyennes à hésiter entre l'affirmation d'une identité ou l'éclatement par attirance vers l'un ou l'autre pôle.

Continuité et transformations de la bourgeoisie

La bourgeoisie capitaliste peut être caractérisée comme la classe qui, au niveau économique, combine simultanément trois pouvoirs⁸ :

- le pouvoir d'affectation des moyens de production à tel ou tel usage (en fonction des perspectives de profit) ;
- le pouvoir de gestion des moyens de production et donc de la main-d'œuvre salariée ;
- le pouvoir de prélèvement sur les résultats de l'activité.

Ces pouvoirs sont liés à la propriété privée des moyens de production. Les pouvoirs de gestion, voire d'affectation (dans certaines limites) peuvent être délégués à des cadres salariés : le phénomène est bien réel, une abondante et contradictoire littérature existe sur le degré d'autonomie de ces « managers » vis-à-vis des actionnaires.

Cette bourgeoisie n'est pas une caste fermée : elle est capable d'agglomérer des éléments issus du salariat supérieur, voire des couches populaires (même s'il y a de moins en moins de véritables *self made men*). Une étude de la bourgeoisie française actuelle devrait par exemple prendre en compte l'impact des privatisations sur la transmutation de certains cadres supérieurs salariés (souvent issus de l'appareil d'État) en gestionnaires désormais détenteurs d'une part du capital. À côté de son « noyau dur », la bourgeoisie moderne comprend un versant salarié de membres des professions libérales et de cadres supérieurs

des entreprises et de l'État, qui tirent assez fréquemment par ailleurs une part de leurs revenus de la détention d'un patrimoine de rapport (actifs financiers et immobiliers). Les nouveaux modes de rémunération d'une fraction des cadres supérieurs salariés (distribution de stock options) contribuent à conforter cette situation.

Le pouvoir de prélèvement sur les résultats de l'activité des entreprises est bien souvent sous-estimé ou bien il est présenté comme lié à une voracité spécifique de la « finance » dans un nouveau capitalisme qualifié de « patrimonial » comme si l'ancien ne l'avait pas été (avec des modalités différentes). La voracité serait le fait d'investisseurs institutionnels (fonds de pension ou de natures diverses) dédouanant un peu trop vite les capitalistes concrets. Les seuls hauts revenus montés en épingle sont souvent ceux des vedettes de la chanson et du foot. Les commentateurs ont trop tendance à oublier cette vérité que rappelle, sur la base d'une étude approfondie de l'évolution de la composition des hauts revenus en France, l'économiste (non marxiste) Thomas Piketty :

« Dans les sociétés capitalistes, la propriété des moyens de production, qu'elle prenne la forme de la possession par l'entrepreneur non salarié de l'entreprise qu'il dirige et qui en perçoit les bénéfices, ou qu'elle prenne la forme de la possession par le capitaliste « pur » de valeurs mobilières dont il se contente de toucher les revenus, a toujours été le plus sûr chemin permettant d'atteindre des revenus très élevés⁹. »

Mais la domination bourgeoise ne s'ancre pas seulement dans la possession du capital économique. Des travaux inspirés par la pensée de Pierre Bourdieu étendent la notion de capital à d'autres formes de richesse que la ri-

chese économique. « Le capital culturel implique un rapport privilégié à la culture savante, à la vie des arts et à la culture scolaire. Le capital social désigne les réseaux de relations, extrêmement denses qui sont une richesse essentielle de la haute société. Quant au capital symbolique, ensemble des signes et des symboles qui permettent de situer les agents dans l'espace social, il est susceptible d'exercer une violence immatérielle en imposant la structure sociale, ses hiérarchies et ses rapports de domination dans les représentations et en les faisant percevoir comme légitimes, comme allant de soi »¹⁰. Même si l'usage du terme « capital » peut être contesté, il y a là des instruments de domination bien réels qui s'ajoutent au lien consanguin entre la classe dominante et l'État, instrument de la gestion quotidienne des rapports sociaux (ce qui peut impliquer une distanciation temporaire avec certains intérêts bourgeois) et dernier recours (au mépris même des valeurs démocratiques dont la bourgeoisie se targue) quand ces rapports sociaux sont menacés par les dominés.

Une dernière question devrait être abordée à propos des transformations de la bourgeoisie : celle de son internationalisation. De la même façon que le capitalisme, au moins dans sa faction financière, paraît se mondialiser, va-t-on vers une « bourgeoisie mondiale » ? Ceux qui concluent à un mouvement irrésistible en ce sens tirent un peu vite un trait sur les phénomènes maintenus de concurrence économique entre bourgeoisies à base nationale (même si leurs activités excèdent ce champ) et sur le fait que, pour maintenir leur domination interne et leur « rang » par rapport à leurs concurrents étrangers les bourgeoisies ont besoin des États¹¹.

Un prolétariat transformé

Les transformations du prolétariat ont suscité le plus de controverses au point que son existence a pu être remise en cause. Les argumentations en ce sens sont différenciées. On peut les classer en deux catégories : les unes sont d'ordre quantitatif (la « fin des ouvriers » et l'homogénéisation du salariat produirait une immense classe moyenne atomisée), les autres d'ordre qualitatif (il y a encore des prolétaires mais ils n'ont plus aucune conscience de classe).

Pour ce qui est de l'aspect quantitatif, rappelons d'abord quelques réalités statistiques à partir des données de l'Insee :

- les ouvriers représentaient 40 % de la population active en 1970, ils en constituent aujourd'hui 28 % (30 % avec les contremaîtres qui étaient classés avec les ouvriers avant 1982). Il serait abusif de conclure qu'il s'agit d'une catégorie en voie de disparition ;
- les employés en 1970, formaient 23 % des actifs, ils en représentent aujourd'hui 30 %. Il est composé aux trois quarts de femmes ;
- autrement dit, depuis 30 ans, ouvriers et employés représentent 60 % de la population active et constituent les deux tiers des salariés ;
- les professions intermédiaires (techniciens, instituteurs, infirmier(e)s, etc.) sont, pour leur part, passées de 11 à 16,5 % de la population active.

Les chiffres constituent un enjeu. Les sociologues Stéphane Beaud et Michel Pialoux, auteurs de travaux importants, notamment sur les usines Peugeot, montrent comment le nombre des ouvriers est constamment sous-

estimé, notamment par les jeunes. Ainsi, un groupe d'étudiants en sociologie, au niveau du magistère, interrogés sur cette question, finit, après discussion, par s'accorder sur le fait qu'il y a 2,5 millions d'ouvriers en France¹². Ces étudiants connaissent assez exactement le chiffre de la population active mais ils se trompent complètement sur le nombre d'ouvriers : il y en a plus de 7 millions (en 2000) !

Ouvriers et employés ont des conditions de rémunération similaires avec un salaire net mensuel pour les temps complets de l'ordre de 1 250 pour les deux catégories (si l'on prend en compte les temps partiels, les revenus mensuels des employés sont assez nettement inférieurs à ceux des ouvriers). Une partie des employés sont soumis dans leur travail à des contraintes analogues à celles des ouvriers (tâches répétitives, contraintes de rythme). Ouvriers et employés se trouvent aussi dans des situations peu éloignées du point de vue de l'habitat, des difficultés d'insertion professionnelle au début de la vie active, ou de l'accès de leurs enfants aux études supérieures, etc. La symbiose grandissante des employés et ouvriers est symbolisée par la forte proportion des couples « mixtes » : en 1996, 40 % des employées avaient épousé un ouvrier. Ces proximités ne doivent pas masquer les diversités des statuts au sein de chacune des catégories : dans l'industrie, l'ouvrier qualifié en CDI est différent de l'intérimaire, dans les services, la situation de la caissière à temps partiel est loin de celle de l'employé de banque. Mais cette hétérogénéité n'est pas nouvelle : à l'époque de Marx, l'ouvrier typographe avait déjà une position différente de celle du journalier du bâtiment ou de la femme employée dans les blanchisseries industrielles. Pour leur part, les salariés des « professions intermédiaires », s'ils conservent des

conditions de rémunération plus favorables, ont subi dans un certain nombre de cas un processus de « déclassement » dans leurs conditions de travail, voire de vie quotidienne.

Au total, les « classes populaires » astreintes à un travail subordonné constituent la grande majorité de la population active. Compte tenu des évolutions des processus productifs et des conditions de travail et de rémunération, le prolétariat moderne doit donc être élargi à l'essentiel des employés et à une partie des professions intermédiaires, voire à certains salariés classés parmi les cadres. Ces catégories ne sont pas toujours productrices de plus-value (techniciens et ingénieurs le sont) mais comme l'expliquait Marx à propos des salariés du secteur commercial, ce type de salarié « rapporte au capitaliste, non parce qu'il crée directement de la plus-value, mais parce qu'il contribue à diminuer les frais de réalisation de la plus-value, en accomplissant du travail en partie non payé »¹³. Il est à remarquer qu'Engels utilise l'expression « prolétariat commercial » à propos des salariés du commerce dans une note au troisième livre du *Capital*, publié en 1894.

Au sein de ce prolétariat élargi, les ouvriers conservent cependant leur spécificité et ne constituent pas une espèce en voie de disparition dont les tenants d'une transformation de la société pourraient se désintéresser. D'autant que si on s'intéresse aux salariés des grands établissements (plus de 50 salariés) du secteur privé, où les conditions de mobilisation sont en principe plus faciles à réunir que dans les « petites boîtes », on constate que la moitié travaille dans l'industrie¹⁴. Pour mobiliser le secteur privé (dont le décalage avec le public a pesé sur le résultat final des luttes de l'hiver 1995 et du printemps 2003), il est nécessaire d'être en prise sur les « prolos ».

À partir du moment où il y a accord pour ne pas limiter le prolétariat aux ouvriers d'industrie, sauf à tomber dans une manie classificatoire (qui n'a pas épargné certains marxistes), le problème de la délimitation stricte des frontières ne présente qu'un intérêt relatif : les classes sont des réalités dynamiques dont la capacité à polariser et à intégrer à leur marge dépend de l'évolution des processus sociaux.

Classe et conscience de classe

Vient le deuxième débat : il y a encore des prolétaires mais ils n'ont plus aucune conscience de classe. Si la formule est exagérée, elle renvoie à des problèmes réels. Il y a effectivement des reculs sur ce point.

La lutte des classes est trop souvent réduite au combat des dominés contre les dominants. En fait, ces derniers mènent un combat de tous les instants. Les économistes radicaux américains ont ainsi soutenu qu'un certain nombre d'innovations majeures (comme la mise en œuvre du taylorisme) répondaient, non à des nécessités techniques mais à des stratégies politiques visant à réduire la puissance des ouvriers de métier. Une étude américaine sur la genèse de la machine-outil à commande numérique montre que la solution technique finalement adoptée n'a dépendu que dans une certaine mesure de la préoccupation d'efficacité économique¹⁵. Le recours massif et permanent à l'intérim dans un certain nombre d'entreprises, malgré un coût de l'heure de travail pas toujours inférieur à celui d'un CDI, renvoie aussi au conflit de classe : il s'agit non seulement de disposer d'une main-d'œuvre dont le volume peut être adapté aux à-coups de la production mais aussi d'introduire dans les ateliers des ouvriers qui ne font pas

grève et ne sont pratiquement jamais malades. Le patronat a tiré les conséquences des conflits majeurs des années soixante et soixante-dix : la volonté d'introduire de l'hétérogénéité dans les rangs des travailleurs est sans doute une dimension à prendre en compte lorsque l'on étudie l'évolution de l'organisation du travail et du recours à la sous-traitance dans les vingt dernières années.

Le travail ouvrier est souvent désormais dévalorisé aux yeux même de ceux qui l'accomplissent et surtout à ceux de leurs enfants. La culture dominante leur renvoie une image de « losers » et d'archaïques incapables de s'adapter à la modernité alors que la hausse toujours importante de la productivité dans l'industrie témoigne au contraire d'une grande capacité d'adaptation. Mais l'image négative est utile aux employeurs pour faire passer les restructurations et pour sommer ceux qui restent en place, ou les nouveaux embauchés, d'accepter des rythmes et des conditions de travail qui les usent avant l'âge.

Le mythe de « l'usine sans ouvriers » a pour l'instant essentiellement correspondu à l'externalisation de certaines activités ou bien à une modification cosmétique du vocabulaire : chez Peugeot et dans d'autres entreprises, il n'y a plus désormais que des « opérateurs »¹⁶. Mais il ne faut pas se dissimuler que certaines innovations dans l'organisation du travail peuvent troubler la perception par les salariés de leur statut exact dans l'entreprise : une enquête récente comparant les classements des mêmes situations de travail selon que l'on se réfère aux déclarations des employeurs ou des salariés montre des décalages : les ouvriers (classés comme tels par leur employeur) se déclarent eux-mêmes moins souvent comme des ouvriers quand ils utilisent du matériel informatique, quand ils

ont à effectuer des opérations de maintenance, quand ils participent à des réunions, quand ils sont en contact avec des clients, etc.¹⁷

Il y a effectivement recul global du sentiment collectif, des solidarités, du degré d'organisation, du sentiment d'appartenir à la classe ouvrière. Les raisons de cette évolution ne renvoient pas seulement au cadre de l'entreprise : l'échec de l'expérience soviétique, les bilans du stalinisme et de la social-démocratie, celui de l'extrême gauche pour d'autres raisons, ont aussi des responsabilités essentielles.

Or, la communauté de situation ne signifie pas à constituer une classe au sens plein du terme, capable d'agir de façon indépendante : une classe « pour soi », tout au plus une classe « en soi ». Cette distinction était soulignée par Marx dès 1847 :

« Les conditions économiques avaient déjà transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe du point de vue du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même¹⁸. »

À cet égard, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot insistent sur la dissymétrie présente entre bourgeoisie et classe populaire :

« Les classes populaires ne forment plus un groupe conscient et solidaire comme la grande bourgeoisie [...] La bourgeoisie est bien toujours là, fidèle à la position dominante. Classe en soi et classe pour soi, elle est la seule aujourd'hui à prendre ce caractère qui fait la classe réelle, à savoir d'être mobilisée¹⁹. »

Reconstruire

Cette situation pourrait porter à deux types de conclusions (si on écarte l'aplatissement devant l'ordre existant, devant un capitalisme devenu, pour l'essentiel de la social-démocratie, « horizon indépassable »). La première serait la recherche d'un nouveau sujet révolutionnaire aux marges de la société, dans les capacités subversives des plus précaires alliés aux intellectuels²⁰. Cette vision, qui sous-estime les luttes toujours menées par le salariat traditionnel, ne peut que conduire à l'impasse : le « précaire » est lui-même profondément hétérogène et, si certaines de ses composantes sont capables de mener des actions radicales, elles pèsent peu sur les centres stratégiques du système.

L'autre serait d'accorder une portée exagérée aux pouvoirs de la morale et des idées : à l'instar du socialisme et du communisme « critico-utopiques » sur lesquels Marx ironise dans le *Manifeste du parti communiste* :

« Les inventeurs de ces systèmes se rendent bien compte de l'antagonisme des classes, ainsi que de l'action d'éléments dissolvants dans la société dominante elle-même. Mais ils n'aperçoivent, du côté du prolétariat, aucune initiative historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre [...] À l'activité sociale, ils substituent leur propre ingéniosité ; aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions fantaisistes ; à l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, une organisation de la société fabriquée de toutes pièces par eux-mêmes. Pour eux, l'avenir du monde se résout dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société. »

Cette voie s'appuie sur la dénonciation des injustices et de l'absurdité du système pour élaborer des solutions alternatives qui permettraient par leur caractère rationnel de convaincre de la nécessité d'un changement l'immense masse de la population. Mais, dans la mesure où elle se dispense de mettre les mains dans le cambouis, et ne se préoccupe pas des combats quotidiens des salariés, de la politique et de la lutte pour le pouvoir, c'est aussi une impasse.

Certes nous ne sommes plus à l'époque où Trotski croyait pouvoir écrire dans le *Programme de transition* (1938) : « La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. » Aujourd'hui, il s'agit d'une reconstruction d'ensemble d'une alternative sociale et politique. Elle ne se fera pas en niant les complexités. Tout d'abord, l'oppression des femmes dont la remise en cause ne dépend pas seulement du renversement du système économique. Ensuite, les appartenances multiples et transversales aux classes, auxquelles peuvent se référer les individus en fonction de leurs origines, de leur orientation sexuelle, etc. Enfin, le potentiel des mouvements que, faute d'une expression plus adéquate, on qualifiera de « démocratiques radicaux », comme le mouvement altermondialiste. Mais cette reconstruction suppose cependant, avec les notions d'exploitation et de classe sociale, l'usage d'une boussole imparfaite mais indispensable.

Même si elle a été critiquée, la dialectique de l'« en soi » et du « pour soi » est importante pour la compréhension des tâches de ceux qui ne se résignent pas au monde tel qu'il est. Comme hier, la bourgeoisie « ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, c'est-à-dire tout

l'ensemble des rapports sociaux ». Ce faisant, elle disloque mais reproduit le prolétariat, « classe des ouvriers modernes, qui ne vivent qu'en trouvant du travail et qui n'en trouvent que si le travail accroît le capital »²¹. La compréhension de l'existence d'une classe prolétarienne « en soi », désagrégée mais présente, donne une base objective au projet émancipateur. Mais ce point de départ indispensable ne règle pas, bien entendu, les problèmes stratégiques posés par la constitution d'un front social anticapitaliste et de la force politique révolutionnaire adéquate à ce projet.

À PROPOS DES CLASSES SOCIALES

dans le mouvement social contemporain

CES QUELQUES REMARQUES rapides m'ont été inspirées par la lecture de l'article d'Henri Wilno. Elles ne visent qu'à pointer la nécessité d'approfondir une discussion encore trop peu abordée par les marxistes.

Classe ouvrière, prolétariat : une « manie classificatoire » ?

Le concept de classe sociale est antérieur à Marx, l'apport spécifique de celui-ci a été d'historiciser le concept, et d'en faire un élément constituant d'un système socio-historique qu'il a baptisé « mode de production ». Jusqu'à aujourd'hui, aucune théorie sociale ou économique n'a pu apporter une caractérisation synthétique plus précise et plus rigoureuse de la structure fondamentale d'une société que la théorie marxiste de l'exploitation, qui décrit les différents mécanismes que chaque mode de production met en œuvre pour permettre à une classe dominante de s'appropriier la majeure partie du surproduit social.

La théorie de l'exploitation s'appuie sur une schématisation théorique abstraite qui découpe la société en

« classes fondamentales », la bourgeoisie et le prolétariat dans le mode de production capitaliste. Comme Henri Wilno le rappelle, le rapport capitaliste de production se caractérise – outre la séparation entre les producteurs et les moyens de production – par la liberté du travail et sa rémunération monétaire à sa valeur (celle qui permet la reproduction de la force de travail). La distinction qu'opérait Marx entre le travail (activité humaine qui permet la production d'effets utiles, biens ou services) et la force de travail (potentiel de travail inséparable du travailleur qui le porte), est l'une des idées les plus fécondes de sa théorie. Certaines des théories les plus récentes de l'économie dominante (autour de l'idée de « l'incomplétude du contrat de travail ») ne font d'ailleurs que réinventer ce concept marxiste sans le savoir.

Des débats sans fin ont eu lieu dans les années 1960-1970 pour savoir si telle ou telle couche sociale faisait bien partie de la « classe ouvrière », et sur le profil et la dynamique des « classes moyennes ». Ainsi les fonctionnaires ou les cadres sont-ils selon les auteurs promus au rang de « prolétaires » ou relégués à la condition de « petits bourgeois ». Ces « classes moyennes » étant elles-mêmes l'objet de subdivisions nombreuses, entre non salariés et salariés, entre fondés de pouvoir du capital et salariés du rang, notamment les employés, certes non producteurs de plus-value mais proches des ouvriers dans leurs conditions de vie, etc. Ces débats n'étaient pas académiques, mais avaient un enjeu essentiel : de l'analyse de la division de la société en classes découlait largement la nature de la stratégie révolutionnaire à adopter.

L'importance du concept de « travail productif » est en effet qu'il permet d'identifier, parmi les couches sociales

dominées, quelles catégories de travailleurs produisent directement la plus-value et sont donc décisives dans le combat révolutionnaire. L'idée sous-jacente était que ces travailleurs, situés au cœur du système capitaliste, étaient les mieux à même de le renverser. La grève générale des ouvriers de l'industrie causerait des préjudices majeurs à la classe capitaliste et mettrait sa domination en danger, alors qu'elle peut fort bien s'accommoder d'une grève des enseignants, même de longue durée.

Dans le cadre d'une stratégie léniniste de prise du pouvoir par un affrontement entre classes brutal et de courte durée, ce critère demeure central pour évaluer le caractère plus ou moins stratégique des différents groupes sociaux et donc déterminer où une organisation révolutionnaire devrait viser à s'implanter en priorité. À cet égard, il semble bien que les employés du commerce, des banques ou des transports, pourtant généralement considérés comme « non productifs » de plus-value par les marxistes, jouent un rôle aussi stratégique dans le fonctionnement du capitalisme que les ouvriers d'industrie. Mais curieusement, ce n'est pas l'argument qu'Henri Wilno emploie pour les ranger avec les ouvriers dans le « prolétariat transformé » : il s'appuie plutôt sur les similitudes des conditions de vie, de travail et de rémunération entre employés et ouvriers. Ce n'est d'ailleurs qu'implicitement qu'il recourt à la distinction entre classe ouvrière (les travailleurs productifs de plus-value) et prolétariat (l'ensemble de ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre pour vivre), et juge cette dernière catégorie plus pertinente pour caractériser la position de classe des salariés d'exécution. On peut toutefois se demander quelle est cette « spécificité » que garderaient les ouvriers, hormis le fait qu'ils travaillent dans de grands

établissements, puisque c'est aussi le cas des employés de la grande distribution ou des compagnies d'assurance, sans parler des fonctionnaires.

Pour résumer, on pourrait distinguer d'une part un vaste prolétariat (l'ensemble des salariés ouvriers, employés et intermédiaires, du public comme du privé), d'autre part une classe ouvrière (ou un salariat productif, si l'on préfère) plus restreinte, excluant les salariés des secteurs non marchands (administrations, sécurité sociale, associations, etc.) et des services aux particuliers (hôtellerie, restauration, etc.), mais incluant les services aux entreprises, les transports, le commerce et la finance. C'est quand même cette classe ouvrière qui demeure centrale dans un projet révolutionnaire léniniste.

Si Henri Wilno omet d'évoquer ce débat théorico-stratégique sur les contours de la classe ouvrière, laissant même entendre que les polémiques des années 1970 n'étaient que « manie classificatoire », c'est peut-être parce qu'il est difficile aujourd'hui, de mener le débat dans les mêmes termes qu'à cette époque, en raison du discrédit du schéma léniniste.

Révolution prolétarienne ou « mouvement des mouvements » ?

En effet, l'évolution des structures de la société, des modes de formation des identités individuelles et collectives, de radicalisation des consciences, amène irrésistiblement à une remise en cause du schéma léniniste : on peut le constater dans ce débat sur les classes sociales comme dans beaucoup d'autres. Ce n'est pas parce qu'un secteur du prolétariat est économiquement plus stratégique qu'une autre fraction de la société qu'il l'est aussi du point

de vue de la lutte sociale. Aujourd'hui en France, Henri Wilno le rappelle, ce sont les travailleurs des secteurs publics (lesquels, hormis ceux des transports, ne détiennent pas de positions clé dans le système productif) qui tiennent encore la dragée haute aux politiques libérales, alors que ceux du privé ont vu non seulement leur capacité de résistance mais aussi leur conscience de classe laminée par les politiques patronales. La pression du chômage et de la précarité, couplée aux transformations de l'organisation du travail, ont permis une extrême individualisation de la relation salariale qui a largement détruit les solidarités ouvrières. Une large fraction du salariat est capable de se mobiliser pour défendre la protection sociale, mais c'est en tant qu'assurés sociaux que les salariés descendent dans la rue ; ils luttent alors contre le gouvernement, non contre leur patron.

Pour caricaturer, une fraction de la classe ouvrière a basculé dans la grande précarité ou l'exclusion, tandis qu'une autre lutte désespérément pour surnager, et s'abstient ou vote souvent pour l'extrême droite. Une troisième fraction s'en tire plutôt bien, bénéficie de salaires relativement élevés et d'intéressement aux bénéfices, et vote plutôt CFDT et PS (ou UMP...). Une dernière (?) fraction reste idéologiquement contestataire et vote pour la CGT, mais ne se mobilise plus que difficilement dans les entreprises. Le prolétariat (ou le salariat, mais ce terme est moins précis) a donc sans doute aujourd'hui moins d'unité politique que dans les années trente ou soixante. Mais ce n'est ni par hasard, ni seulement à cause des crimes et erreurs du stalinisme et de la social-démocratie. Les groupes qui le composent n'ont en commun que le fait d'être des prolétaires (devoir travailler pour un employeur, petit patron,

multinationale, État) : pour le reste, leurs trajectoires individuelles et familiales, leurs perspectives de revenu et de cadre de vie, leurs possibilités de faire accéder leurs enfants à des études de haut niveau et à des emplois intéressants, les différencient nettement.

Cela est-il irréversible ? Est-il vain de viser une réunification du prolétariat par des politiques de plein-emploi qui feraient reculer drastiquement la précarité et l'individualisation, et restaureraient un rapport de forces plus favorable ? Sans doute pas, et il faut de toute façon maintenir le cap dans cette direction. Mais on rencontre là une contradiction difficile à surmonter : faire reculer le chômage et la précarité nécessiterait un rapport de forces durablement favorable pour imposer des politiques dans la durée, alors que justement c'est ce rapport de forces qui fait défaut. Le recul généralisé, numériquement et politiquement, du syndicalisme dans les pays développés n'est pas de bon augure à cet égard.

Dans ce contexte, la bonne nouvelle pourrait être, paradoxalement, que le prolétariat ou la classe ouvrière n'ont plus autant d'importance qu'autrefois dans la transformation sociale. L'affirmation est certes hétérodoxe et pourra ici faire sursauter, mais me semble difficilement contestable. La quasi-totalité des sociologues qui s'intéressent au sujet ont montré depuis déjà les années 1970 que la lutte directe entre capital et travail n'était plus nécessairement le centre de gravité de la conflictualité sociale. Quoi qu'on pense de leurs mérites respectifs, Alain Touraine et sa théorie des « nouveaux mouvements sociaux », Pierre Bourdieu et sa théorie de l'homologie des divers « champs sociaux », au-delà de leurs positionnements politiques très éloignés l'un de l'autre, ne nous disent finalement pas autre

chose. Le mouvement de fond de la « modernité » (terme dont il faut se méfier mais qui peut être utile si on l'utilise dans son acception webérienne ou de l'École de Frankfurt) pousse à l'individuation des personnes, qui s'identifient de moins en moins de façon exclusive à un groupe social ou une communauté d'appartenance.

En revanche et parallèlement – c'est là à mon avis le fond rationnel de la théorie habermassienne – la société libérale imprègne de plus en plus les individus d'un ensemble contradictoire de valeurs, fait d'individualisme, de concurrence mais aussi de droits humains et d'égalité. Si l'on y prête attention, la plupart des mouvements sociaux contemporains – féminisme, antiracisme, pacifisme, écologie, etc. – s'enracinent dans des valeurs autant ou plus que dans des conditions sociales objectives ou des appartenances de classe ou de catégorie sociale. Bien sûr le mouvement ouvrier porte lui aussi des valeurs mais il s'enracine d'abord dans la défense des « intérêts matériels et moraux » communs de couches sociales spécifiques, alors que les aspirations féministes, antiracistes, pacifistes ou écologistes font appel d'abord aux grands principes de l'égalité, de la commune humanité, de la survie de l'espèce humaine, etc., bien au-delà d'intérêts catégoriels. Peut-on dire par exemple que le mouvement des femmes défend les seuls intérêts des femmes ? Ce serait manifestement absurde, le projet féministe étant également un projet d'émancipation des hommes vis-à-vis d'une culture de violence et de domination qui les mutile eux aussi. Le prolétariat voyait certes son émancipation comme la condition de l'émancipation du genre humain, mais l'échec des tentatives révolutionnaires du 20^e siècle pèse lourd à cet égard.

On pourrait faire le pari ou l'hypothèse que le mouvement altermondialiste sera au 21^e siècle ce que le mouvement ouvrier a été aux 19^e et 20^e siècles : le centre de gravité de la transformation sociale. À la différence près que le mouvement altermondialiste est par nature pluriel, composé de multiples mouvements thématiques, qui se retrouvent autour de valeurs communes, les valeurs issues des Lumières et de la trilogie républicaine. La perspective de renversement du capitalisme ne peut plus alors passer par une « prise du pouvoir » et une destruction de l'État préalable à une transformation fondamentale des rapports sociaux ; elle doit plus probablement être pensée comme un long processus historique d'affrontement entre d'un côté les initiatives des mouvements sociaux, l'affirmation d'un contrôle social démocratique sur les pouvoirs, la construction d'alternatives concrètes, et de l'autre la résistance acharnée des pouvoirs économiques et étatiques en place.

Le mouvement ouvrier, qui regroupe les personnes pour lesquelles l'identité salariale est décisive, devra occuper dans ce processus une grande place, peut-être même une place centrale, mais pas une place hégémonique. En tout cas, il ne pourra inverser la pente du déclin qu'en tissant systématiquement des alliances stratégiques avec les autres composantes du mouvement altermondialiste, en jouant donc sur la pluralité des identités individuelles, y compris chez les syndiqués ou les militants des partis ouvriers.

Les analyses en termes de classes sociales demeurent certes des boussoles, et la société capitaliste demeure structurée par un antagonisme de classes, mais la lutte pour l'émancipation humaine s'échappe de plus en plus du cadre étroit du rapport salarial pour occuper directement les di-

vers terrains de l'oppression et de la domination. Il faudrait approfondir considérablement ces intuitions au plan théorique et stratégique pour leur donner la consistance nécessaire. Espérons que les discussions entre marxistes et avec d'autres écoles de pensée au sein du mouvement altermondialiste permettront d'aller plus loin dans la nécessaire refondation théorique du mouvement d'émancipation humaine.

ACCUMULATION

versus légitimation.

**Évolution des formes de
l'État**

LES THÉORISATIONS SUR L'ÉTAT sont devenues, ces derniers temps, le point aveugle de toute explication du monde. Soit l'État est vu comme le « sauveur suprême », soit comme inexistant. Robert Castel illustre – dans les *Métamorphoses de la question sociale*, livre éclairant sur les transformations des droits collectifs – le premier point de vue, et les libéraux – dominant le monde de la pensée dite économique – la seconde. Or, non seulement l'État reste un des acteurs de la vie économique et sociale mais ses nouvelles formes sont une nécessité pour permettre la mise en œuvre du mode de production capitaliste. C'est un des paradoxes du contexte global.

Nous voulons montrer la place du concept d'État dans l'accumulation du capital et l'évolution de ses formes répondant à des régimes d'accumulation particuliers. Pour analyser dans le même temps les remises en cause autant sur les terrains des droits sociaux – le droit du travail sur la sellette depuis le début des années 1980 – que sur celui

des droits démocratiques – toutes les lois votées vont dans le sens d'un contrôle social et individuel accru – comme résultat de la déréglementation.

À l'ère de la mondialisation, qu'il faut concevoir comme un processus plutôt que comme un tout achevé, l'État semble avoir disparu emportant la politique avec lui. Les choix politiques – de société – laissent la place aux « nécessités économiques liées à la mondialisation » qui obligeraient à partager la même orientation, définie comme la seule possible en fonction des contraintes des marchés. Un coup de « bluff » en même temps qu'une réalité. Le mouvement de mondialisation existe bien, se traduisant notamment par l'internationalisation des marchés financiers – les seuls à l'être véritablement, démontrant leur incomplétude et appelant de nouvelles régulations – tout en servant de voile idéologique à toutes les remises en cause des droits acquis et des solidarités collectives. S'organise ainsi la casse de l'État social.

Une nouvelle modernité ?

L'expertise devient un mode de gouvernement que les « politiques » acceptent, trop contents de se dire ni responsables ni coupables et se croire de ce fait à l'abri de toute sanction démocratique. Les transnationales donnent l'impression d'être les maîtres du monde en concurrence avec l'Empire américain. Ulrich Beck¹ parle, pour ces firmes de « méta-pouvoir » pour signifier le « pouvoir de ne pas faire » en insistant sur leur stratégie en tant qu'acteur de l'économie mondiale. Il note, avec justesse, que « la politique n'a pas disparu mais qu'elle a migré », de la nation vers le cosmopolitisme, pour employer son concept favori. Il fait l'apologie, par conviction ou par

« imagination sociologique » – on ne sait trop – de la gouvernance, forme spécifique d'élaboration des règles de vie collective, des rapports sociaux, s'éloignant des règles élémentaires de la démocratie. Pour se rapprocher, à son sens, de la défense des droits de l'homme devenue la seule référence possible de cette « Deuxième Modernité » (les majuscules sont de lui). Sa sociologie qui se veut construction d'une théorie critique – opposée au post-modernisme – insiste sur la seule stratégie des acteurs.

Cette méthodologie le conduit à considérer que les formes d'existence des abstractions sont éternelles. Ainsi la forme État-nation. Pour lui, il s'agit de transformer sa stratégie, de la défense des intérêts nationaux au cosmopolitisme. Il ne saisit pas la logique des règles de fonctionnement de ce mode de production, des règles objectives centrées sur les nécessités de l'accumulation du capital, sur les modalités de la création de richesses qui dessinent des rapports de production et servent de soubassement aux rapports sociaux. Elles permettent de dépasser les apparences en les incluant pour les expliquer et d'imaginer des avènements possibles, d'autres mondes – ce que fait Michel Vadée par exemple dans *Marx, penseur du possible* (Méridiens/Klincksieck, 1992) retrouvant un Marx débarrassé du messianisme. Ulrich Beck insiste lui aussi, à juste titre, sur la place des utopies pour construire une politique, une orientation. Mais il refuse consciemment de construire une « Grande Théorie » explicative, globale, faisant allusion au marxisme qu'il confond avec un messianisme. Du coup son imagination sociologique est bridée. Les formes de l'État sont évolutives. Elles répondent aux différents régimes d'accumulation, c'est-à-dire aux conditions concrètes, à l'intérieur d'une formation sociale, per-

mettant de créer des richesses, d'augmenter la productivité du travail, l'exploitation des travailleurs pour générer du profit pour ouvrir la voie à une accumulation sur une échelle élargie. Chaque période du capitalisme – les respirations de l'histoire – voit la naissance d'une forme spécifique d'État.

Refuser le libéralisme pour comprendre le monde et pouvoir le changer.

Le monde vit une sorte de paranoïa. Le libéralisme gangrène toutes les relations sociales, s'impose comme théorie de référence. Tous les gouvernements, toutes les institutions internationales ne raisonnent qu'avec ses concepts. Comme les opérateurs sur les marchés financiers ou les « experts » qui n'accèdent à ce statut que s'ils défendent les conceptions libérales. Or, il est non seulement liberticide – comme le reconnaissent et George Soros et Joseph Stiglitz – mais ne permet pas de comprendre le monde. Les règles actuelles ne doivent rien au libéralisme. Les États continuent d'intervenir suivant des modalités qui, elles, ont changé. Il ne s'agit plus de lutter prioritairement contre la surproduction pour éviter le retour de la crise de 1929, angoisse qui a fortement marqué toute la période dite des « Trente Glorieuses », mais de tout faire pour hausser le taux de profit. Les règles sont plus obscures et sont élaborées loin de tout contrôle.

Ce libéralisme est une idéologie dont les rapports avec la réalité sont lointains. Il obscurcit toutes les questions. Ainsi celle de l'État : les tenants du libéralisme prétendent que l'État ne doit pas intervenir dans la vie économique et sociale autrement qu'en étant un gendarme de la mise en œuvre des principes de la libre concurrence. Pour eux,

les mécanismes du marché par eux-mêmes et pour eux-mêmes réalisent l'allocation optimum des ressources, pour parler comme les économistes – nous ne parlons pas au passé. Dans les textes de la Commission Européenne cette idée est réaffirmée pour justifier la remise en cause de la notion même de service public. Ils ne s'interrogent pas pour savoir si la libre concurrence existe – on sait que la concurrence, comme tout le monde peut le constater à la lecture de la presse, « crée le monopole », comme l'écrivait Marx – et même si le marché existe. Les livres d'économie définissent le marché comme un lieu théorique de rencontre entre l'offre et la demande pour un bien ou un service, sans se demander si ce lieu n'est pas structuré. L'économie des conventions essaie de répondre à cette question.

Bourdieu, le début d'une analyse.

Pierre Bourdieu en a fait l'essentiel de sa démonstration dans *Les structures sociales de l'économie* (Le Seuil, 2000). L'offre et la demande n'existent que si l'État édicte des règles, des régulations, la relation offre/demande supposant elle aussi d'être constituée par l'intervention de l'État. Ainsi le marché sans l'État n'est ni théoriquement ni pratiquement concevable. Les règles peuvent provenir d'autres institutions prenant la place de l'État, usant de ses prérogatives battant en brèche la démocratie, le contrôle citoyen, montrant par là même la nécessité de cette intervention. C'est le cas pour l'OMC (Organisation mondiale du commerce) dont les décisions s'appliquent parce qu'elles sont l'émanation d'un pouvoir d'État, des États qui acceptent ce transfert de compétences. Le fonctionnement actuel de l'Union Européenne est de même nature, les

transferts de compétence sont validés par les réunions de chefs d'État et de gouvernement ou les conseils des ministres. La « gouvernance » – gouvernement d'experts validé par la puissance publique – remplace le gouvernement, des modalités démocratiques d'élaboration des règles sont ainsi bafouées.

En fait les formes de l'État se métamorphosent sans remettre en cause sa nature, capitaliste. Le libéralisme dévoile cette nature, enlevant le fard du keynésianisme dans un contexte de recul des conquêtes sociales, de montée de la pauvreté via le chômage de masse diffusant une angoisse sociale que les individus vivent personnellement.

Il nous faut aller au-delà de cette constatation que les tenants du libéralisme accrochés à leurs dogmes ne reconnaissent pas. Pour citer un mot de Brecht, si la réalité ne répond pas à la théorie, il faut dissoudre la réalité (Brecht parlait du peuple), et ils le font à chaque fois qu'une question les gêne. Autant dire qu'il ne faut pas accepter leur terrain et refuser leurs hypothèses de raisonnement. Pour comprendre le monde et pouvoir le changer, il faut tourner le dos au libéralisme. Le libéralisme ne peut s'appréhender que comme une utopie réactionnaire s'appuyant sur un passé recomposé et comme légitimation de politiques visant à détruire les acquis sociaux et permettre la hausse continue de l'exploitation des travailleurs sous la forme brutale de l'extorsion de la plus value absolue. Pour appréhender cette fonction de la théorie libérale, un détour théorique et historique est nécessaire.

Chez Marx, une définition comme point de départ

L'État est le grand absent du *Capital*² particulièrement, mais pas des théorisations préalables de Marx. Les pré-

mices sont à rechercher dans *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, ce texte superbe qui effectue un aller-retour entre abstraction et réalité et rend caducs tous les textes de l'époque. *L'État et la révolution* de Lénine est trop caricatural. L'État n'est jamais, même « en dernière analyse », un détachement d'hommes armés. Si c'était le cas, il n'aurait aucune possibilité de mettre en œuvre des politiques consensuelles, ce serait le chaos perpétuel. Ce texte, libertaire, est loin d'être une analyse. Il est plutôt volonté de Lénine d'imaginer une autre société qui verrait, enfin, le dépérissement de l'État. Les conditions de ce dépérissement ne sont pas l'objet de la thèse. Il apparaît comme une donnée extérieure à la réalité, à toute réalité.

Contre cette vision, Franz Jakubowsky, dans *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire* (EDI, 1971)³ le classait dans les superstructures, le situant donc en dehors du mouvement de l'accumulation, l'infrastructure dans la logique de Marx où s'analysent les lois fondamentales du capitalisme. L'objectif principal de cet État est de faire accepter au plus grand nombre les lois de fonctionnement du capitalisme, l'exploitation des travailleurs. Cet objectif de légitimation – « idéologique » – du système et de sa propre existence ne permet pas d'épuiser la place de l'État capitaliste. Il n'est donc pas seulement appareil idéologique⁴, organisateur du marché, de l'offre et de la demande, état-major de la classe des capitalistes... mais aussi tout cela.

À ce niveau, il n'est question que des formes de l'État – que nous appellerons le régime politique – et non du concept même d'État. La plupart des marxistes ont vu le problème. L'État n'est pas seulement porteur de règles d'organisation du marché, il participe directement à la

structuration même du mode de production capitaliste. Dans les concepts clés de Marx qui part de la Marchandise, de l'Argent, du Capital en général – dans le livre 1 du *Capital* –, il faudrait, pour être en conformité avec sa méthode, faire de l'État un concept dérivé du Capital en général. Pour parler autrement, en tant qu'abstraction, il participe de l'infrastructure. Autrement dit, il ne structure pas seulement les rapports sociaux – la lutte des classes, la classe « pour soi » – mais aussi les rapports de production, l'existence même des classes sociales, la classe « en soi ».

Beaucoup de marxistes se sont aperçu qu'il était impossible de traiter de l'État – et non pas du régime politique – sans faire référence aux lois de fonctionnement du capitalisme, à l'accumulation du capital, aux rapports des classes en elles-mêmes et non pas pour elles-mêmes dans la lutte des classes. Ils ont tourné la difficulté en s'essayant à un exercice de dialectique entre l'infrastructure et la superstructure. Pour analyser les rapports entre l'État et l'existence de la classe des capitalistes en tant que classe. C'était voir que l'État n'est pas seulement un régulateur, un acteur de la vie économique et sociale comme l'appréhendent un peu trop facilement les sociologues.

Marx et Engels avaient bien vu le problème. Ils essaient de le traiter dans l'*Anti-Dühring*, en définissant l'État comme « le capitaliste collectif en idée » (Éditions Sociales, p. 318). L'État transcende les capitalistes individuels, les différentes fractions du Capital, les antagonismes existant entre les différentes firmes, pour exprimer le point de vue du « Capital en général ». Le concept d'État, pour être cohérent avec la méthode de Marx, se situe au niveau d'abstraction du Livre 1 du *Capital*, et est un des concepts essentiels de l'analyse du capitalisme. Cette définition conduit

à une distinction entre l'État et ses formes d'existence qui se métamorphosent en fonction de la période, des conditions concrètes de l'accumulation et des rapports de force entre les classes. Il faut prendre l'État comme une « abstraction réelle »⁵ permettant à la classe des capitalistes d'exister, de se formaliser pour élaborer des stratégies au niveau du Capital en général⁶. De ce fait, la nature de l'État est capitaliste.

Les formes de l'État ressortent de l'analyse des régimes politiques⁷, résultat des rapports de force entre les classes et des fractions de classe. Là entrent en ligne de compte les élites, la bureaucratie, l'appareil d'État déterminant des tactiques spécifiques. C'est à ce niveau d'abstraction – le « concret pensé » pour parler comme Marx – qu'il faut intégrer les objectifs de la légitimation. Des politiques qui ne peuvent, sur le moyen terme, entrer en contradiction avec les impératifs de l'accumulation du capital. Cette légitimation est nécessaire pour justifier l'ensemble du processus d'exploitation des salariés.

C'est une dimension que Keynes avait bien intégrée. Il est favorable à des politiques sociales parce qu'elles permettent d'intégrer les salariés d'un côté et de l'autre parce qu'elles offrent la possibilité d'un fonctionnement plus « régulier », sans crise de surproduction du capitalisme. François Perroux le rejoignait en partie, dans *La guerre froide*, en théorisant les contre-pouvoirs intérieurs (les organisations syndicales) et extérieurs (l'existence de l'URSS) comme des leviers pour que le capitalisme ne suive pas sa pente naturelle et arrive à surmonter ses contradictions. Il arrivait à la même conclusion que Keynes. Le marché étant imparfait, l'État se doit d'intervenir dans les domaines économiques et sociaux.

Cette distinction des niveaux d'abstraction, l'État comme « abstraction réelle » – comme le Capital, elle permet de mettre à jour les rouages essentiels du mode de production capitaliste – et les régimes politiques se propose de comprendre à la fois le concept et ses manifestations. En évitant de concevoir l'État comme une « machine » qui pourrait servir des classes sociales différentes. La nature capitaliste de l'État le rend contradictoire avec l'État absolutiste de l'Ancien Régime⁶. La révolution française construit un nouvel État, une nouvelle abstraction. La construction d'un État européen se heurte aux structures de classe. L'État-nation a organisé la classe des capitalistes et leur culture propre. Le dépassement de ces contradictions pourrait faire naître une nouvelle forme d'État. Mais il faudrait que, dans le même temps, il apparaisse légitime au plus grand nombre, processus contradictoire avec l'hégémonie du libéralisme.

Détour par l'histoire

Les modalités de l'accumulation du capital sont différentes d'une période (onde longue) à l'autre. Le régime d'accumulation des « Trente Glorieuses » – la période 1944-1945/1974-1975 – dit « fordiste », supposait à la fois une norme de consommation – de masse –, de production et une certaine forme d'État. Elle s'est appelée « État-providence », ou « *Welfare State* », pour qualifier les interventions sociales de la puissance publique par l'intermédiaire de lois – le droit du travail et celui de la Sécurité sociale en particulier – limitant la liberté contractuelle. Ces deux droits nouveaux, qui se constituent en branches autonomes du droit à la Libération (en 1945) représentent des droits exceptionnels par rapport au droit commun, le droit civil.

Cette intervention sociale s'explique d'abord par les impératifs de la reconstruction – économiques mais aussi reconstruction de l'État permettant de perpétuer le mode de production capitaliste – pour redonner une légitimité à cet État dont les élites avaient collaboré avec le nazisme dans une sorte de « fascisme à la Française » qu'était le régime du maréchal Pétain, et se trouvaient déconsidérées. Pour le dire autrement, ceux d'en bas ne voulaient plus être gouvernés par ceux d'en haut⁹. Le général de Gaulle, conscient de ces nécessités, avait constitué un gouvernement d'Union nationale avec le PCF, alors premier parti de France pour permettre cette renaissance et dans le même temps créer de nouvelles élites, par l'intermédiaire de l'ENA, élites qui allaient prendre toute leur place à partir de 1958¹⁰.

Ensuite vinrent les luttes sociales qui allaient marquer le début de la période – la grande grève de 1947 – et les années 1960 pour culminer en 1968 dont les revendications allaient se trouver récupérées dans ce corpus collectif de droits des salariés que va représenter l'élargissement du code du travail comme celui de la Sécurité sociale. Récupération mais aussi cristallisation des acquis sociaux pour dessiner une forme sociale – et nationale – de ce régime politique. On reconnaît, paradoxalement, des droits collectifs aux salariés. On les reconnaît comme une classe, celle qui produit les richesses.

La société se métamorphose fondamentalement. La population active salariée ne cesse de progresser pour atteindre aujourd'hui 90 %. La force des salariés est montante, les contre-pouvoirs syndicaux sont importants. La forme de l'État – le régime politique – épouse ces rapports de force sociaux sans que les rapports de production capitalistes disparaissent. Au contraire. Cette politique ren-

force le despotisme d'usine qui semble disparaître, s'évanouir. Elle a aussi un rôle idéologique d'intégration des luttes ouvrières. Il faudra les revendications de liberté de Mai 68 pour lever la chape de plomb du gaullisme qui bloque et développe tout à la fois la société française, œuvre ainsi à la mutation du capitalisme, à sa modernisation.

Dans le même temps, cette intervention sociale indique la direction de la socialisation des moyens de production. Planification – « indicative » dit-on alors qu'elle est incitative et dessine une stratégie de l'ensemble de la classe des capitalistes français – et dépenses de l'État orientent à la fois l'accumulation et permettent de penser différemment l'allocation des ressources non pas par le marché mais par la planification démocratique et centralisée. Les services publics notamment fonctionnent hors marché et développent des solidarités sociales collectives. Les systèmes de retraite comme de protection sociale s'appuient sur l'existence d'une classe ouvrière aux intérêts communs qui répartit entre elle la part du salaire appelée indirect, devenue « charges » sociales par le coup de baguette magique du libéralisme transformant tous les mots pour légitimer ses politiques de régression sociale

Le libéralisme comme idéologie de légitimation de la casse de la forme sociale de l'État

L'entrée dans une nouvelle période économique, dans les années 1974-1975¹¹, se traduit par la nécessité de faire naître un nouveau régime d'accumulation. L'onde longue à tendance récessive peut être considérée comme une période de transition, faite de restructuration globale touchant toute la classe des capitalistes et toute la société. Les anciennes industries sont en perte de vitesse, il faut défi-

nir de nouvelles normes de production — l'élargissement de la troisième révolution scientifique et technique, une nouvelle organisation du travail — pour hausser durablement la productivité du travail, de nouvelles normes de consommation et un nouveau régime politique. La politique étatique — au niveau du capital en général — est directement liée aux nécessités de l'accumulation. L'augmentation du taux de profit devient l'objectif fondamental. Le théorème de Schmidt¹² (« les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après demain ») n'est pas dénué de fondement si on le comprend comme déterminant une orientation tournée vers la hausse de la rentabilité pour faire repartir, sur d'autres bases mais durablement, l'accumulation du capital. Les objectifs de la légitimation du régime politique passent dans les poubelles de l'histoire. La politique étatique, c'est le noyau rationnel du libéralisme, s'organise autour des nécessités de l'accumulation du capital. La destruction des acquis sociaux doit permettre d'augmenter plus encore le taux d'exploitation des travailleurs pour hausser le taux de profit et permettre les métamorphoses du Capital.

Cette nouvelle stratégie provoque une crise politique structurelle. Elle s'attaque au plus grand nombre, provoque chômage, misère et élargissement de la pauvreté. Elle se traduit par la baisse drastique du coût du travail pour augmenter la part des profits dans la valeur ajoutée. Elle s'attaque à toutes les solidarités collectives, à commencer par les services publics, pour élargir la sphère de l'accumulation du capital, de la marchandise, et développer les partenariats publics/privés. *Le Monde* du 6 janvier 2004 fait état d'une grande première en France (mais pas dans les pays anglo-saxons) : « L'État va céder au privé une partie

de son patrimoine ». « Pour mieux gérer ses locaux, explique *Le Monde*, l'État entend mettre en place un partenariat entre public et privé tant pour la construction que pour le financement des bâtiments. » C'est offrir un marché captif à ces entreprises et favoriser leur accumulation, de même que la corruption.

La crise est profonde de cette forme sociale de l'État, de l'État-providence, forme inadaptée aux nécessités de la nouvelle période. C'est bien d'une politique étatique dont il s'agit. Gauche et droite se succédant aux postes de pouvoir, elle reste la boussole essentielle du capitalisme en transition d'un régime d'accumulation à un autre, même si la gauche essaie de déterminer un accompagnement social qui a comme conséquence paradoxale de stigmatiser des populations à partir du moment où elle refuse de rompre avec ces politiques d'inspiration libérale. Ainsi la politique de la ville dessine des « quartiers en difficulté » et l'aide aux pauvres définit les pauvres qui doivent se déclarer comme tels. Cet accompagnement social a renforcé l'absentéisme et le vote Front national, expliquant en partie la défaite de Jospin.

Le mouvement ouvrier est dans l'incapacité de constituer un véritable contre-pouvoir qui, en réagissant aux déstructurations sociales, serait obligé de répondre en termes d'enjeux de société, autrement dit de proposer un programme de transformation sociale radicale. Tous les mouvements sociaux, celui de 1995 comme celui du printemps 2003 ont clairement inscrit cette nécessité dans leur revendication, y compris les mouvements altermondialistes. Faute de cette réponse, les « communautarismes » – il faudrait plutôt parler de « micro-identités » fantasmées, reconstruction de solidarités fictives ou d'un passé re-

composé – fleurissent, du Front national (utilisateur de cette rhétorique sans y être pour autant assimilé, ses références sont plus complexes) jusqu'à tous les intégrismes se déguisant en religions pour faire de la politique. Cet éclatement social repose la question des utopies d'autres sociétés, d'autres mondes.

Le processus de mondialisation remet en cause les fondements de l'État-nation, provoquant en retour une crise de cette structuration de la classe des capitalistes. Les marchés financiers internationalisés imposent leurs critères et leurs règles comme les sociétés transnationales veulent imposer leur stratégie au moment où la logique de la firme domine. Elles mettent en œuvre ce qu'Ulrich Beck appelle une « souveraineté privatisée et transnationalisée ». Les États-nations sont partie prenante de ce processus de mondialisation parce qu'ils restent la seule structure d'existence de la classe des capitalistes. La contradiction n'est pas entre le « moins » et le « plus » d'État mais dans la définition de nouvelles politiques étatiques nécessaires au capital pour reprendre son accumulation sur de nouvelles bases.

Pour répondre à ces deux crises, les classes dirigeantes ont choisi la voie de la gouvernance, des transferts de compétence soit aux experts soit à des collectivités territoriales pour diffuser et infuser la politique de baisse des dépenses sociales de l'État, pour favoriser les dépenses allant dans le sens de l'aide directe aux capitalistes, pour alimenter leur accumulation et la hausse de leur profit. C'est le sens, en France, de la décentralisation et de la déconcentration, une transformation de la forme des pouvoirs publics. L'État central cède la place à des pouvoirs diffus qui s'organisent sur le mode de la « contractualisation ».

Les droits et les devoirs ne dépendront plus de la loi qui supposait un minimum de contrôle démocratique mais seront issus d'une multitude de partenariats, entre les représentants de l'État central – en France, les préfets auront plus de pouvoirs – et les collectivités territoriales – pas seulement les départements ou les régions mais aussi les communautés de communes, les intercommunalités, les « pays », nouvelles structures issues des lois successives dites d'aménagement du territoire¹³ – sans parler des partenaires privés. Plus personne ne saura qui est responsable de quoi et à quel niveau. C'est l'approfondissement des inégalités par territoire. Alain Supiot parle, à juste raison de « reféodalisation des liens sociaux ». Les rapports sociaux ne seront pas les mêmes d'un territoire à un autre. C'est le renforcement de l'éclatement social. Ulrich Beck qualifie cette gouvernance de « translégale » et c'est bien le terme qui convient. Il la défend pourtant pensant que la démocratie est devenue « seconde ».

Derrière cette gouvernance, cette « déspatialisation de l'État » (Beck) se trouve une nouvelle définition des pouvoirs publics s'adaptant à la fois à la crise politique provoquée par les politiques libérales passant par une nouvelle forme d'utilisation de l'espace et du territoire qui n'est plus nationale et une volonté de construire une sorte de nouveau contrat social. En bref, la définition du Medef de la « refondation sociale ».

Les réponses à cette crise des formes de l'État imposent de se poser la question d'autres mondes fonctionnant sur d'autres critères à commencer par celui des droits collectifs, des droits égaux pour toutes et tous et d'un État qui les protégerait. Cet État ne peut être capitaliste. Il suppose une rupture radicale. Le droit à l'emploi particuliè-

rement est un des droits ouvrant la voie à l'émancipation sociale¹⁴. Le libéralisme en déréglementant actualise un programme de transition allant vers la définition d'une autre société. La solution ne se trouve donc pas, contrairement à ce qu'écrit Castel notamment, dans le retour à un État interventionniste. Il est vraisemblable que se construira une forme d'État dépassant le cadre des nations actuelles – les capitalistes en ont aussi besoin – mais il faudra qu'elle inclût la démocratie participative, la reconnaissance du pouvoir des citoyens et des citoyennes sur leur avenir et les droits collectifs à commencer par les droits des femmes. Ce programme est contradictoire avec celui du capitalisme pressé de hausser toujours plus le taux d'exploitation des salariés.

SOCIALISATION, *capitalisme et socialisme*

L'HÉGÉMONIE de la pensée libérale repose sur deux piliers. Le premier est que la concurrence et l'absence de contraintes dans le domaine économique (le libéralisme ou une forme plus adoucie de défense de la concurrence) permettent d'aboutir à une économie efficace et juste, où l'honnête travailleur est rémunéré pour son travail, et le fainéant durement sanctionné. Le second pilier de la défense du capitalisme est une naturalisation de la propriété, qui tend à en faire un droit inaliénable. Le bourgeois, pour qui le capital est la raison de vivre, ne peut supporter l'idée d'expropriation, même si celle-ci se fait pour l'intérêt du plus grand nombre.

Marx a longuement critiqué cette vision abstraite de la concurrence. Il en a analysé à la fois les ressorts politiques, la défense des intérêts des classes économiquement dominantes, et les résultats économiques effectifs. Sur ce terrain, Marx a défendu une vision opposée, fondée sur l'observation de la réalité sociale et économique de son époque. Plus que les lois tendanciennes, comme la chute du taux de profit ou la tendance à la paupérisation, la partie de son analyse la plus importante concerne la critique

de la production capitaliste, qui repose sur deux remises en cause, statique et dynamique. En effet, le cœur de la production marchande consiste à produire pour le marché qui révèle *a posteriori* si la production répond à une demande solvable. Ainsi une première critique concerne le gâchis capitaliste, que l'on peut mesurer effectivement par les faillites d'entreprises, lié à l'impossibilité de déterminer l'utilité d'un plan de production « en demandant » leur avis aux clients ou aux usagers. Le « saut périlleux de la marchandise », de l'usine au marché, ne se passe pas toujours bien. Par ailleurs, le marché ne détermine l'orientation de la production que par la demande solvable.

Une utilisation plus rationnelle du pouvoir productif des technologies modernes consisterait sans nul doute à l'orienter vers la satisfaction de besoins sociaux de populations non solvables, comme celles de pays du sud, ou même de pays dits développés. Au lieu de cela la production capitaliste s'oriente vers la satisfaction des plus « solvables » et les demandes névrotiques pour des produits de luxe et les consommations ostentatoires. Une seconde critique de la concurrence concerne non plus le fonctionnement instantané du marché, mais sa capacité à gérer les processus d'accumulation dans le temps et d'éviter les crises. Pour Marx, le capitalisme est fondamentalement cyclique et connaît des crises régulières de surproduction. Cette partie de l'analyse de Marx a gardé toute sa pertinence. La bulle Internet et l'engouement spéculatif aux États-Unis de 1995 à 1999 relèvent d'une crise de surproduction qui correspond exactement aux analyses de Marx. Les crises financières, comme la crise asiatique relèvent d'une logique un peu différente liée au fonction-

nement du capitalisme financiarisé, mais reste proche des analyses de Marx dans le livre 3 du *Capital*.

Cette critique des méfaits de la marchandisation du monde et des dangers de la concurrence généralisée est reprise avec force par le mouvement altermondialiste qui exprime une demande claire pour une socialisation de la production. Ainsi, cette revendication prend une portée profondément anticapitaliste et fait figure de mode alternatif de gestion de l'économie. Le socialisme, et pas forcément d'héritage marxiste, se confond avec cette volonté d'accroître la socialisation de la production, c'est-à-dire la gestion collective des ressources économiques par délibération politique. La socialisation est ainsi la réintroduction de la discussion politique dans le fonctionnement de l'économie. Elle s'oppose à la coordination par le marché qui ne sanctionne la production que par « la loi de l'offre et la demande ». Le but de ce chapitre est de montrer que l'analyse des formes de socialisation est une ligne d'analyse essentielle pour comprendre à la fois le comportement des économies capitalistes et les différents projets socialistes. En effet, il serait faux de croire que le capitalisme constitue une anarchie totale et que le socialisme n'est qu'un monde de parfaite socialisation.

Les sociétés capitalistes se différencient suivant leurs formes de socialisation. Et vice versa, plusieurs projets socialistes se fondant sur des formes différentes de socialisation cohabitent au sein même de la gauche radicale. Ce sont ces deux questions que l'on va examiner successivement.

Les formes de socialisation dans le capitalisme

Le capitalisme s'est construit dans un double mouvement. Il s'est d'abord imposé par la destruction des formes collectives de coordination, les corporations, issues de l'ordre féodal. Par ailleurs, les luttes du mouvement ouvrier ont créé des formes alternatives de socialisation qui ont été d'abord réprimées avant d'être finalement intégrées au fonctionnement des économies. Ainsi, dès 1791 la loi le Chapelier, interdit dans un même temps les corporations d'ancien régime, c'est-à-dire les formes passées d'organisation de la production, et interdit du même coup, les associations ouvrières, formes nouvelles d'action collective promises à un avenir. En effet, alors que le discours de légitimation repose en dernière instance sur une foi dans le libéralisme économique et donc sur le déni de l'intérêt des formes collectives de coordination, l'étude du fonctionnement concret des sociétés capitalistes montre qu'elles sont pétries de formes partielles de socialisation qui conditionnent leur performance économique. Il ne faut cependant pas croire que ces formes partielles seraient le seul produit de l'organisation du mouvement ouvrier, comme pour les syndicats par exemple. Elles peuvent être le produit des classes dominantes pour contourner les mécanismes marchands afin de défendre leur intérêt.

À ce titre, à l'issue de crises capitalistes ou à des fins impérialistes, les classes dominantes ont très tôt su organiser la production autour de l'appareil d'État afin de mobiliser toutes les ressources dans un effort guerrier. De même, sous une forme plus extrême encore, le fascisme consiste à déléguer le pouvoir politique et économique à une milice d'État dans le but de mettre au pas le mouve-

ment ouvrier. Dans les situations extrêmes, les classes dominantes ont ainsi su trouver les formes de socialisation de leur intérêt et de contournement des mécanismes marchands. Dans des cas moins extrêmes, se sont créées, au cours des crises et des conflits entre des fractions de la bourgeoisie, des instances de coordination qui socialisent les conflits au sein d'institutions nationales et internationales chargées de trouver des compromis.

Ainsi, l'OMC a pour fonction d'arriver à établir des trêves entre des marchands internationaux prêts à s'entretenir pour des parts de marché. De même, aux États-Unis la gestion publique des lois antitrust a pour fonction de discipliner les capitalistes au nom de leur propre intérêt bien compris. On pourrait multiplier les exemples qui mettent en lumière les formes de coordination collective des capitalistes. Il ne s'agit pas de penser que la dynamique du capitalisme soit le fruit de la socialisation consciente de l'intérêt bourgeois face aux salariés, le bourgeois est bien trop égoïste pour cela, il est prêt à remettre en cause les cadres collectifs s'il perçoit que c'est son intérêt. L'évolution de l'ONU et le non-respect des différents accords internationaux sont là pour rappeler cette vérité immuable.

Une autre forme de socialisation essentielle dans le capitalisme passe inaperçue et est pourtant structurante. Il s'agit de la socialisation de l'outil monétaire au sein des banques centrales. Les États-Unis sont en cela exemplaires. La création de leur banque centrale est très tardive et ne remonte qu'à 1913. En effet, le fait qu'une banque centrale décide seule des taux d'intérêts crée une institution au-dessus du marché et n'est pas très libéral. C'est la succession des crises bancaires à la fin du 19^e siècle qui a forcé les capitalistes à accepter qu'une institution publique dé-

termine les taux d'intérêt. Depuis, pour assurer que la banque centrale détermine ceux-ci dans l'intérêt des rentiers, ils ont dû s'arracher aux institutions démocratiques et revendiquer leur conservatisme.

En face de ces institutions défendant les intérêts des capitalistes, se sont construites des formes de socialisation issues de la lutte du mouvement ouvrier. Celles-ci sont nombreuses historiquement : les clubs et milices sans-culottes de la révolution française, les associations ouvrières, les bourses du travail, les coopératives ouvrières, les syndicats. Ces instances d'action collective avaient pour but essentiel de participer à la socialisation du marché du travail c'est-à-dire à détruire le mécanisme marchand de gestion de la main-d'œuvre, qui vise à la mise en concurrence des travailleurs.

En plus de ces formes relativement pérennes existent des moments rapides de socialisation que sont les grèves et les mouvements sociaux. Les principales conquêtes en matière de droit du travail sont le fruit de ces luttes collectives pour sortir les êtres humains de la catégorie de marchandise. De même, l'histoire de l'après-guerre en France et dans nombre d'économies capitalistes est l'histoire de la conquête de lieux de socialisation qui dépassent le strict marché du travail. Ainsi, du fait d'une pression sociale énorme au sortir de la guerre, les principaux pays capitalistes ont accepté de socialiser la retraite et la santé, avec la création et la montée en puissance de la Sécurité sociale. La notion de salaire socialisé est ainsi essentielle pour comprendre que cette socialisation passe par l'intermédiaire des cotisations sociales de la gestion de la retraite, du chômage et de la santé des salariés. Enfin, les services publics « à la française », sont précisément des

lieux de production qui échappent à la logique marchande en s'adossant au budget de l'État. Une manière simple de cerner les formes de socialisation au sein de la société française est de se référer aux recommandations de la Commission Européenne : la plupart d'entre elles visent purement et simplement à détruire les lieux de socialisation afin de satisfaire à un dangereux idéal de concurrence parfaite.

On le voit, les formes de socialisation sont très présentes dans le capitalisme et sont importantes pour comprendre sa dynamique. Elles expriment les intérêts des capitalistes, des salariés, des compromis de classes, ou encore des intérêts issus de différenciations politiques difficilement réductibles à la lutte des classes, ethniques ou religieuses. Plus que la reconnaissance des formes de socialisation au sein du capitalisme, il est nécessaire de catégoriser celles-ci, pour avoir à la fois une compréhension profonde du fonctionnement économique et pour analyser celles susceptibles de constituer des points d'appui pour un projet socialiste.

Il convient ici de souligner une tension au sein de l'analyse économique marxiste entre l'analyse institutionnaliste que l'on développe ici, fondée sur l'interdépendance de la politique et de l'économique, et la stricte théorie économique marxiste fondée sur la théorie de la valeur et développée par Michel Husson dans ce même ouvrage. En effet, la théorie de la valeur travail a du mal à intégrer les lieux de socialisation à son analyse du développement économique : les institutions déforment la théorie de la valeur travail, limitent la concurrence et les péréquations du taux de profit. On peut avancer l'idée que les principales lacunes dans les analyses de Marx concernant le temps long,

comme la théorie de la paupérisation ou la baisse tendancielle du taux de profit, proviennent de la non-intégration à la pensée économique des institutions qui déterminent le fonctionnement des économies capitalistes. Pour résumer à l'extrême, dans la première section du *Capital*, les institutions sont présentes mais trop implicites pour penser la variété des capitalismes.

Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut à l'aide des analyses de la théorie de la régulation¹, faire une synthèse des principales institutions du capitalisme qui portent les lieux de socialisation les plus importants. Trois principales institutions sont repérées au sein des économies capitalistes. La première est l'État par lequel passe aujourd'hui presque la moitié de la richesse produite (environ 44 % du PIB en France) qui est allouée par un mécanisme non marchand, reposant essentiellement sur un processus administratif. La seconde institution concerne le marché du travail. Elle articule à la fois les syndicats pour ce qui est de la détermination des conditions de travail et des rémunérations, les éléments du droit du travail comme le salaire minimum, etc. et enfin des lieux de socialisation propres au salariat, comme la Sécurité sociale en France. La troisième institution concerne la gestion de l'outil monétaire, qui est concentrée aujourd'hui dans de nombreux pays aux mains des banques centrales indépendantes. Encore une fois, ces instances de décision non-marchandes ne sont pas les lieux de coordination de fraction de classe homogène du salariat ou des capitalistes, de nombreux compromis de classe sont cristallisés au sein de ces lieux de socialisation, figeant ainsi les rapports de force qui ont prévalu au moment de leur détermination. Ainsi, les banques centrales indépendantes sont essentiellement l'ex-

pression de l'intérêt des rentiers et de capitalistes qui ont pour religion une inflation nulle qui ne dévalorise pas leur capital. Les institutions du marché du travail en France sont essentiellement héritées des compromis d'après-guerre où le pouvoir politique des salariés était très important et adossé à celui des partis communistes.

L'intérêt de la réflexion sur les formes de socialisation partielle et les intérêts de classe qu'elles défendent permet de comprendre l'évolution des économies capitalistes en articulant l'évolution des contradictions de classe et leurs interdépendances avec les mécanismes économiques. Elle permet par ailleurs de comparer les économies capitalistes entre elles. Par exemple, les fonctionnements du capitalisme japonais et du capitalisme américain sont radicalement différents. Les lieux de socialisation du capitalisme japonais proviennent à la fois des compromis de classe de l'ère Meiji au 19^e siècle, au moment où le pays s'engage de manière coordonnée vers la modernisation technique, et des compromis de classe de l'après-guerre où la contestation ouvrière était très importante et radicale. Le résultat est qu'au Japon l'orientation productive est très centralisée au sein du ministère de l'industrie (MITI) et que les négociations salariales sont elles aussi centralisées avec un chômage relativement faible jusqu'en 1990 et un taux de croissance élevé. Les classes dominantes obtiennent en contrepartie une adhésion au travail et une discipline ouvrière sans égal dans les autres pays capitalistes. Enfin, la gestion monétaire s'est faite très laxiste, et la proximité des banques et des entreprises au sein des grands groupes a permis de subordonner le crédit aux besoins des entreprises. Cette analyse très succincte n'a pour but que de fournir un exemple de l'importance de l'étude atten-

tive des formes de socialisation des compromis de classes pour comprendre la dynamique des pays capitalistes. L'on ne peut ni ne doit invoquer simplement l'anarchie capitaliste et embrasser l'ensemble des économies capitalistes dans un même mouvement pour postuler des lois économiques générales. C'est probablement en s'appuyant sur la compréhension fine des économies capitalistes qu'un projet socialiste peut se construire, en s'appuyant sur des mécanismes politiquement et économiquement viables.

Socialisme et socialisation

La question des formes de socialisation que l'on veut promouvoir au sein du socialisme est la question centrale pour étudier sa viabilité et son fonctionnement économique. Cette question a souvent été abordée par son envers : de longs débats au sein des organisations et entre intellectuels socialistes ou communistes ont eu lieu afin de trancher le rôle de mécanismes économiques non socialisés, c'est-à-dire reposant sur le marché, au sein du socialisme. Quelle place pour le marché dans le socialisme ? Cette question est peut-être plus intéressante lorsqu'elle est formulée sous l'angle des lieux de socialisation, car elle nécessite d'emblée une réflexion sur les formes et les lieux de délibération politique. Elle pose ainsi de manière centrale la question du débat politique.

Plusieurs options qui définissent autant de projets socialistes sont en débat. La première position est celle d'une socialisation intégrale de l'économie, défendue par Ernest Mandel, la seconde est la socialisation de l'investissement au sein des grands moyens de production et d'échange, comme les banques ou les entreprises industrielles. La troisième est la socialisation de la gestion des entreprises, l'au-

togestion au sens strict. La quatrième est la socialisation du marché du travail revendiquée par Bernard Friot.

Ces quatre options sont présentées de manière polaire afin de mettre en lumière les questions sous-jacentes avec une rapide discussion des critiques qu'on peut leur adresser. Les trois dernières options, qui visent à des formes partielles de socialisation, ne doivent pas être considérées comme exclusives et ne doivent surtout pas laisser penser qu'il faudrait choisir entre elles. Un projet de socialisme réaliste sera nécessairement un composé de ces derniers et le socialisme qui adviendra, peut-être, surprendra tout le monde. Néanmoins, la réflexion sur les formes principales de socialisation que l'on veut promouvoir constitue un guide pour l'action et pour la réflexion programmatique. Elle permet par ailleurs de réfléchir à d'éventuelles tensions dans l'application d'un programme réaliste de transition vers le socialisme. Les auteurs que l'on mobilise ici défendraient probablement l'idée qu'il faut avancer vers la socialisation dans toutes les directions. Cependant, chacun d'entre eux défend des inflexions propres vers des formes de socialisation particulières². La réflexion sur la socialisation totale de l'économie est importante. On défendra en effet l'idée que celle-ci n'est pas souhaitable dans le moyen terme. La compréhension des arguments qui aboutissent à ce résultat est essentielle pour la réflexion sur les formes partielles de socialisation.

La socialisation intégrale de l'économie

Cette idée est revendiquée par des économistes comme Ernest Mandel, et trouve de nombreux défenseurs au sein du courant marxiste à commencer par Marx lui-même dans certains de ses écrits. En effet, la production marchande

sépare artificiellement l'économie du politique. Le marché soumet les travailleurs à la tyrannie de l'offre et de la demande. Il tend à transformer en chose les produits du travail, qui sont échangés de manière anonyme et non coordonnée. Le résultat est que les travailleurs sont soumis à des pseudo-lois économiques, qui ne sont que le résultat de cette absence de coordination et qui conduisent aux crises, aux inégalités et au chômage. La socialisation intégrale permet de dissoudre l'économie dans les choix politiques. La société alors consciente des vraies contraintes de ressources auxquelles elle fait face peut ainsi permettre à chacun de travailler selon ses compétences et de recevoir suivant ses besoins. Le scandale de populations affamées au Sud et de travailleurs inemployés au Nord trouverait alors une solution dans la coordination politique. Cet axe de critique fondamentale de la production marchande se développe par les critiques de la réification et de l'aliénation produites par la société marchande.

Le problème repose cependant sur l'organisation de la délibération collective. En effet, comment un processus délibératif peut-il permettre de coordonner les milliards de produits différents qui circulent quotidiennement dans les économies capitalistes ? Comment introduire dans un débat démocratique le nombre encore plus grand de choix économiques réalisés par les travailleurs ? Ceux-ci mobilisent des connaissances particulières pour déterminer des choix techniques : j'utiliserai ici tel matériau pour ce mur car je sais par expérience qu'il est le plus adapté. Comment ces connaissances tacites, au nombre incalculable, peuvent-elles être utilisées au sein d'un processus délibératif ?

Le marché n'est pas totalement anarchique, il permet aussi la décentralisation radicale des choix économiques. Au sein des économies marchandes, la résolution de ces questions est fort simple. On me donne un peu d'argent pour construire un mur et je vais acheter les matériaux qui me semblent adaptés. La première idée qui vient pour trouver une alternative au marché est d'envisager de créer une vaste administration avec des agents qui récoltent les informations sur les besoins, et sur les possibilités techniques pour résoudre les problèmes de production. Après tout, n'est-ce pas ce que fait chaque entreprise ? Cette idée de transformation de l'économie en une manufacture unique se retrouve par exemple chez Lénine. Mais ce qui marche au niveau de l'entreprise, pour quelques centaines de produits peut-il aussi facilement se généraliser pour des milliards de produits ? On imagine la production de bureaucratie que cela impliquerait, l'opacité dans les prises de décision, les kilos de rapports pour rendre compte des choix de chaque agent. Après tout, il suffit de regarder le fonctionnement de l'URSS. Le marché produit des informations, les prix qui sont connus de tous et communs à tous les acheteurs, il constitue un formidable outil de décentralisation, de production d'information, d'agrégation des choix individuels et de coordination. Pourquoi une société socialiste n'utiliserait-elle pas cet outil intéressant pour permettre aux travailleurs de faire leur choix sur différents marchés ? Refuser le marché, c'est se priver d'un instrument très efficace.

Du marché à l'autogestion

Les analyses les plus profondes sur le marché proviennent de deux traditions intellectuelles. La première est

la tradition libérale en ce qu'elle a de plus extrême et radical : l'école autrichienne³. Pour les économistes, comme von Hayek ou von Mises, le marché est l'outil parfait car on ne peut socialiser sans perdre de l'information. Ils sont libéraux au point de vouloir détruire l'État, détruire les banques centrales pour mettre les monnaies en concurrence, etc. Leur réflexion sur le rôle et la nature de l'information dans les économies capitalistes est des plus intéressantes. Un deuxième courant de défense du rôle du marché provient de la tradition socialiste non marxiste. Le premier et le plus conséquent est probablement Léon Walras. Cet économiste a eu une destinée étrange. Ardent socialiste de la fin du 19^e siècle, il défendait l'idée que le marché était la meilleure forme de coordination des coopératives ouvrières, à la condition de nationaliser la terre. Il a développé des modèles mathématiques pour démontrer scientifiquement sa théorie, qui ont ensuite servi de fondement à la pensée économique dominante, au point que l'économie walrassienne est systématiquement utilisée pour justifier toutes les privatisations et toute forme de libéralisme économique. Il convient juste de noter ici qu'il défendait un socialisme de marché, coordonnant des coopératives ouvrières. Cette position est très proche de la défense de l'autogestion.

En effet, si le marché est un mécanisme utile pour la coordination des travailleurs, pourquoi ne pas le conserver pour l'allocation des biens ? Le scandale du capitalisme est de considérer que l'on a un droit de contrôle sur le fonctionnement des entreprises seulement parce que l'on détient une majorité (voire moins) des actions. La propriété du capital permet aux capitalistes d'avoir un double droit. D'une part, ils ont droit au revenu des entreprises,

d'autre part, ils ont le droit de gérer l'entreprise, de décider d'embaucher ou de licencier, d'investir ou pas. Le principe central de l'autogestion est de socialiser la gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes, tout en conservant le marché pour l'allocation des biens. L'entreprise appartient aux travailleurs, ils perçoivent le profit, décident eux-mêmes de la façon de produire, d'embaucher, etc. L'autogestion est donc une forme partielle de socialisation au sein des entreprises.

La critique principale de l'autogestion est qu'elle ne résout pas les problèmes du mauvais fonctionnement du marché, qui concernent le chômage et les inégalités. Imaginons en effet qu'un processus d'innovation technique permette à une entreprise autogérée d'être beaucoup plus productive et de vendre beaucoup plus. Nécessairement, elle va gagner des parts de marché sur d'autres entreprises autogérées. Les revenus de l'entreprise chanceuse vont augmenter, elle va peut-être embaucher. Les revenus des autres entreprises vont diminuer ; les salaires vont diminuer, tout comme l'emploi. Des salariés seront au chômage, retrouveront peut-être un emploi, enfin les inégalités augmenteront. Cette dynamique est tout à fait banale dans le capitalisme, mais est-elle souhaitable dans une société socialiste ? La réponse est évidente : si un accroissement de la démocratie au sein des entreprises est une condition nécessaire au socialisme, confier au marché le soin de déterminer les revenus et l'allocation du travail revient à accepter une évolution des inégalités et l'existence d'un chômage involontaire.

La socialisation de l'investissement

Une troisième forme de socialisation est souvent avancée pour pallier l'inefficacité de la coordination marchande pour orienter les choix productifs les plus importants. Le marché est conservé pour les biens de consommation, avec un éventuel contrôle des prix pour améliorer le fonctionnement, mais les décisions d'investissement sont centralisées et sont soumises à un processus de délibération économique. Cette option est défendue par Michel Husson⁴. La différence entre les biens de consommation et les biens d'investissement est importante. La décision d'investissement concerne l'orientation générale à long terme de l'appareil productif et sa capacité à satisfaire les besoins sociaux. La répartition des biens de consommation peut être laissée au libre choix individuel par le marché. Ce projet socialiste, la socialisation de l'investissement, est en fait une radicalisation du projet keynésien. Ce dernier, théorisant la crise de 1929 a pensé de manière très profonde les contradictions du capitalisme. Même si son ambition était de sauver le capitalisme, sa compréhension de l'économie peut servir de base à un projet authentiquement socialiste.

Bien sûr, ce projet ne se pose pas comme alternatif au projet autogestionnaire. Cependant, il convient de signaler une tension. Les entreprises d'investissement ne peuvent être autogérées. En effet, les choix d'investissement, l'évolution des effectifs sont décidés par un processus délibératif global et ensuite imposé aux entreprises, qui les mettent en œuvre. Comme le résultat des ventes ou le profit des entreprises n'intervient aucunement pour estimer l'utilité sociale des investissements, ces entreprises seront

subventionnées et la rémunération des salariés sera un choix politique indépendant du marché du travail. Ainsi, le principe autogestionnaire radical ne concernerait que les entreprises de production des biens et services finaux, qui ne concernent qu'une minorité de salariés. En effet, la superposition des instances de socialisation ne peut se faire sans leur hiérarchisation.

La socialisation du marché du travail

Le dernier projet de socialisation abordé dans ce texte concerne le marché du travail. En effet, Bernard Friot propose dans *Puissances du salariat*⁵ une historicisation de la construction de la Sécurité sociale française qui place comme acteur principal le salariat, qui crée les institutions qui socialisent le marché du travail et enlèvent au marché le soin de gérer les revenus, la formation, la gestion des risques de chômage ou de santé, etc. De cette analyse se dégage un projet socialiste qui vise à socialiser le marché du travail et à laisser au marché le soin d'allouer les marchandises, biens finaux comme biens d'investissement. Ce projet constitue le passage à la limite des institutions actuelles. La retraite, les indemnités de chômage, les frais de santé, la rémunération pendant les périodes de formation, initiale comme permanente, seraient décidés par des choix politiques. La condition pour que ce projet soit authentiquement socialiste est que le profit soit redistribué, ou bien aux travailleurs comme dans le cas de l'autogestion, avec les mêmes avantages et inconvénients, ou bien à l'État qui l'utilise pour financer de nouvelles entreprises. Il ne s'agit pas ici de détailler une économie possible fondée sur la socialisation intégrale du marché du travail. Cet exercice est réalisé lors de la réflexion sur ce

que l'on appelle les modèles socialistes, qui sont des constructions totalement hypothétiques qui visent à étudier la viabilité des projets socialistes. Cette description a seulement pour objectif de montrer l'existence d'un projet socialiste concentrant la socialisation de la rémunération des travailleurs, et porte moins sur l'orientation de la structure productive.

L'objet de ce texte était de montrer que les formes de socialisation sont essentielles à la fois pour comprendre la dynamique des capitalismes, et pour fonder un nouveau projet socialiste. Même si le capitalisme repose principalement sur la confrontation des intérêts et des choix privés, il est structuré autour de lieux de socialisation qui sont la cristallisation de compromis ou d'intérêt de classe. Enfin, une fois que l'on a fait le deuil d'une utopie de socialisation intégrale et transparente, la question du socialisme est précisément la détermination des lieux nécessaires de socialisation et le choix de leur hiérarchisation.

Pourquoi une théorie de la valeur

1. Pour un exposé synthétique, on peut se reporter au chapitre 1 de la brochure de Christian Barsoc, *Les rouages du capitalisme* <<http://hussonet.free.fr/rouages.pdf>>

2. Anwar M. Shaikh, « The Stock Market and the Corporate Sector: A Profit-Based Approach », *Working Paper*, n° 146, The Jerome Levy Economics Institute <<http://www.levy.org/docs/wrkpap/pdf/146.pdf>>

3. Voir Enzo Rullani, « Le capitalisme cognitif: du déjà-vu ? », *Multitude*, n° 2, 2000, où figure également un entretien avec Rullani.

4. Antonio Negri, *Exil*, Mille et une nuits, 1998, p. 19.

5. Toutes les citations de Marx proviennent des *Fondements de la critique de l'économie politique [Grundrisse]*, Anthropos, 1968, tome 2, p. 209-231. Voir aussi *Œuvres, Économie 2*, Gallimard, La Pléiade, 1968, p. 297-311.

6. André Gorz, *L'immatériel*, Galilée, 2003.

7. *Grundrisse*, tome 2, p. 222.

Accumulation et crises

1. Voir Ernest Mandel, *Long Waves of Capitalist Development*, deuxième édition révisée, Verso, 1995.

2. Nicolas D. Kondratieff, *Les grands cycles de la conjoncture*, Economica, 1992.

3. Pour une présentation plus détaillée, voir Christian Barsoc, *Les rouages du capitalisme*, déjà cité.

4. Voir notamment Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon, 1998.

5. Patrick Artus, « Karl Marx is back », *CDC Flash*, n° 4, janvier 2002 <<http://hussonet.free.fr/marx2fr.pdf>>

6. Pour une critique de l'école de la régulation, voir Michel Husson, « L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon: un aller sans retour ? », in Jacques Bidet et Eustache Kouvelakis, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF, 2001 <<http://hussonet.free.fr/regula99.pdf>>

7. Christopher Freeman et Francisco Louçã, *As time goes by, From the Industrial Revolutions to the Information Revolution*, Oxford University Press, 2002.

Exploitation et classes sociales

1. Zygmunt Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, Hachette Littératures, 1999 (pour la traduction française).
2. Daniel Bensaïd, *Un monde à changer, mouvements et stratégies*, Textuel, 2003.
3. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Éditions Sociales.
4. Karl Marx, *Le Capital*, livre 3, tome 3, Éditions Sociales.
5. Daniel Bensaïd, *Marx l'intempestif*, Fayard, 1995.
6. Karl Marx, *ibid* note 3.
7. Jean-Pierre Durand, *La sociologie de Marx*, Repères, La Découverte, 1995.
8. François Morin, *Le capitalisme en France*, Cerf, 1976.
9. Thomas Piketty, *Les hauts revenus en France au 20^e siècle, Inégalités et redistribution 1901-1998*, Grasset, 2001.
10. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot in «L'œuvre de Pierre Bourdieu», *Sciences humaines*, numéro spécial, 2002.
11. Des développements spécifiques sur l'Union européenne seraient aussi nécessaires. Sur une partie au moins de ces problèmes, voir l'article de Claude Serfati «Une bourgeoisie mondiale pour un capitalisme mondialisé?» in *Bourgeoisie : état d'une classe dominante*, Syllepse, 2001.
12. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, 1999.
13. Karl Marx, *ibid*. note 4.
14. Cyrille Van Puymbroeck, «Un salarié sur deux d'un grand établissement travaille encore dans l'industrie», *Insee première*, juillet 2003 <<http://www.insee.fr/fr/ffc/docs-ffc/IP915.pdf>>. Les données utilisées sont limitées au secteur privé et excluent le secteur financier et la santé privée.
15. David F. Noble, *Forces of production. A Social History of Industrial Automation*, Alfred Knopf, New York, 1984, cité par Thomas Coutrot, *Critique de l'organisation du travail*, La Découverte, 1999.
16. De façon générale, parler aujourd'hui des ouvriers ou des travailleurs «ouvriers», c'est prendre le risque de se voir taxer d'incompréhension du monde réel. Le monde vraiment réel revient d'ailleurs parfois comme un boomerang à la figure de ceux qui croient le comprendre. Pierre Mauroy avait avec raison (même si, en l'espèce le problème était plus de fond que de forme) suggéré à Lionel Jospin d'utiliser les termes de «travailleurs» et d'«ouvriers» car ce ne sont pas de «gros mots».
17. Gilles Crague, «Réorganisations et déstabilisation de la qualification», communication aux journées COI, décembre 2003.
18. Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 10/18, UGE.

19. Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, 2000.

20. Antonio Negri, « Refonder la gauche italienne », *Le Monde diplomatique*, août 2002.

21. Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du parti communiste*, Éditions Sociales.

Accumulation versus légitimation

1. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Aubier/Alto, 2003.

2. On sait que Marx a fait plusieurs plans du *Capital* que l'on peut consulter notamment dans l'édition établie par Maximilien Rubel, La Pléiade, *Économie*, tome 1. Voir aussi les *Grundrisse*, traduction Jean-Pierre Lefebvre aux Éditions Sociales ; ainsi que Nicolas Béniès, « Faut-il brûler les Grundrisse ? », *Critique Communiste*, n° 143, automne 1995.

3. Sa thèse se veut une démonstration que le marxisme est un humanisme, pour cette raison – et pour comprendre des questions difficiles – elle est essentielle. Traduction de Jean-Marie Brohm.

4. Althusser ira le plus loin en ce sens parlant des « appareils idéologiques d'État », autonomisant totalement ces appareils du reste du mode de production, produisant ainsi une vision ahistorique.

5. Voir notamment Pierre Salama, *L'État surdéveloppé*, La Découverte, 1983.

6. Antoine Artous, *Marx, l'État et la politique*, Syllepse, 1999. Une manière originale et pourtant appuyée sur les textes de Marx d'aborder la question de l'État en parallèle avec le « despotisme d'usine ».

7. Voir chapitre 1, Nicolas Béniès, *L'après libéralisme*, La Brèche, 1988.

8. Voir Perry Anderson, *L'État absolutiste*, François Maspero, 1978 et les commentaires d'Antoine Artous déjà cités.

9. voir Grégoire Madjarian, *Conflits, pouvoirs et société à la Libération*, 10/18, 1980.

10. Dans les recompositions/métamorphoses de la forme de l'État, la nécessité de construire une nouvelle élite s'impose. L'idée de la suppression de l'ENA est en prise directe avec cet impératif.

11. La surproduction des années 1974-1975 marque le moment d'entrée dans la crise, de la fin de l'onde longue expansive qui démarre après la deuxième guerre mondiale (et en 1942 pour les États-Unis). Les contradictions se dévoilent à partir des années 1967-1968 par la baisse du taux de profit et par la crise de certains secteurs dont le textile.

12. Le premier plan Barre d'octobre 1976 marquera pour la France les prémices de cette nouvelle politique. Le 26 août, Chirac démissionnait de son poste de premier ministre avec cette phrase immortelle : « Je ne serai jamais le Premier ministre de l'austérité »... C'était un changement radical, la prise de conscience que la crise était durable, que le capitalisme était entré dans une nouvelle période économique.

13. Voir Nicolas Benîès, « De la métamorphose de l'État », *L'Année sociale 2001*, Syllepse, 2002.

14. Voir Antoine Artous, *Travail et émancipation sociale*, Syllepse, 2003.

Socialisation, capitalisme et socialisme

1. Le texte de présentation de l'École de la régulation est *La théorie de la régulation : une analyse critique* de Robert Boyer, à La Découverte, collection Agalma. Pour un exemple d'analyse, on peut se référer à *Les capitalismes en Europe*, sous la direction de Crouch et Streeck, La Découverte. Enfin, le texte fondateur, se revendiquant de l'analyse marxiste est *Régulation et crises du capitalisme, l'expérience américaine* de Michel Aglietta (Odile Jacob).

2. Un ensemble de textes essentiels sur les modèles de socialisme se trouve sur le site du GESD, <http://hussonet.free.fr/gesd.htm>. On se reportera notamment au texte de Catherine Samary « Les conceptions d'Ernest Mandel sur la question de la transition au socialisme » pour une présentation des idées d'Ernest Mandel ; à son autre texte, « Des buts et des moyens : quel projet autogestionnaire socialiste », pour une présentation de son projet autogestionnaire. Enfin un texte de base et stimulant est « Pour la socialisation du marché » de Diane Elson.

3. Le texte le plus intéressant d'Hayek sur ce point est probablement l'article de 1937 « Economics and knowledge », dans la revue *Economia*. Enfin, la déclaration antisocialiste la plus intéressante est *Le socialisme de Mises*.

4. Michel Husson, *Misère du capital*, Syros 1996, chapitre 7, « L'hypothèse socialiste » <<http://hussonet.free.fr/gesd.htm>>

5. Bernard Friot, *Puissances du salariat*, La Dispute, 1999.